

REPUBLIQUE DU NIGER



FRATERNITE – TRAVAIL - PROGRES

**DISPOSITIF NATIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES
CRISES ALIMENTAIRES**

Situation alimentaire et nutritionnelle et perspectives alimentaires 2009/2010

Mars 2010

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
INTRODUCTION	4
1. FAITS SAILLANTS SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE.....	5
2. RESULTATS DEFINITIFS DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2009/2010	5
2.1. Production agricole.....	5
2.1.1. Variation entre les résultats provisoires et définitifs pour le mil, sorgho, maïs et fonio par région.....	5
2.1.2. Evolution de la production céréalière nationale sur les trois (3) dernières années	6
2.2. Bilan céréalier brut sur la base des productions locales (mil, sorgho, maïs et fonio)	6
2.3. Bilan céréalier brut sur la base de toutes les productions céréalières (hivernage 2009 et double récoltes des AHA).....	9
2.4. Bilan céréalier net révisé	9
2.5. Bilan alimentaire révisé	11
3. SITUATION DU CHEPTEL, DES POINTS ET DES PATURAGES.....	19
3.1. Situation du pâturage	19
3.1.1. Situation en zone agricole	19
3.1.2. Situation en zone pastorale	19
3.2. Les résultats globaux.....	19
3.2.1. Productions fourragères et bilans.....	20
3.2.2. Situation des zones à faible production	22
3.3. Mouvements des animaux.....	23
3.4. Points d'eau et abreuvement des animaux.....	24
4. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES PRIX DES CEREALES ET DU BETAIL ET LES PERSPECTIVES ALIMENTAIRES	25
4.1. Evolution des prix des céréales et les perspectives alimentaires	25
<i>Début de la Campagne de commercialisation 2008/2009</i>	25
4.2. Evolution des prix du bétail.....	27
Marché des bovins.....	28
Marché des ovins	29
Marché des caprins.....	30
Marché des Camelins.....	31
4.3. Analyse des termes de l'échange.....	31

5.	ANALYSE DE LA VULNERABILITE ET DE L'ETAT NUTRITIONNEL	33
5.1.	Zones à risque alimentaire identifié	33
5.2.	Population vulnérable identifiée.....	33
5.3.	Situation alimentaire et nutritionnelle.....	33
6.	ACTIONS OU INTERVENTION D'URGENCE EN COURS ET/OU PROGRAMMEES	
	34
6.1.	Ressources disponibles.....	34
6.2.	Stratégie de mise en oeuvre.....	34
6.2.1.	Priorité 1	35
	<input type="checkbox"/> Cash for work	35
	<input type="checkbox"/> Banques Céréalières.....	35
	<input type="checkbox"/> Renforcement des stocks céréaliers.....	36
6.2.2.	Priorité 2.....	36
	<input type="checkbox"/> Vente de céréales à prix modéré	36
	<input type="checkbox"/> Appui à la Production	36
	<input type="checkbox"/> Approvisionnement en semences	37
	<input type="checkbox"/> Reconstitution du Stock National de Réserve.....	37
	<input type="checkbox"/> Intrants zootechniques.....	37
6.2.3.	Volet nutritionnel	38
7.	AUTRES MESURES PRISES PAR L'ETAT POUR SOUTENIR LES COUCHES LES PLUS VULNERABLES	18
	CONCLUSION / RECOMMANDATIONS.....	19
	ANNEXES.....	21

INTRODUCTION

La campagne agricole d'hivernage 2009 a été caractérisée par une mauvaise répartition de la pluviométrie dans le temps et dans l'espace. Elle s'est achevée avec un bilan céréalier brut déficitaire de **119.700 tonnes** sur la base de la disponibilité et la consommation en céréales locales (mil, sorgho, maïs et fonio) en dépit des efforts consentis par l'Etat avec l'appui de ses partenaires pour renforcer la production agricole au Niger.

Sur le plan pastoral, le déficit est estimé à **16.000.000 de tonnes** de matières sèches soit deux tiers des besoins globaux du cheptel estimés à **24.269.681 tonnes** de matières sèches. Toutes les régions sont déficitaires mais les régions de Zinder, Tillabéri et Diffa sont les plus affectées. On assiste à des mouvements désordonnés des animaux traduisant des signes de rareté du pâturage aussi bien à l'échelle régionale et qu'intra régionale.

Au cours de cette campagne agropastorale 2009/2010, le remplissage des mares semi permanentes et permanentes a été variable selon les régions. Les points d'eau de surface en zone pastorale n'ont pas connu leur niveau de remplissage habituel dans certaines régions. S'agissant des points d'eau souterrains (forages, stations de pompage, puits traditionnels et modernes), ils assurent l'abreuvement des animaux aussi bien en zone pastorale qu'en zone agricole. Il faut aussi signaler, un insuffisant maillage en points d'eau malgré les efforts fournis par l'Etat et les partenaires techniques et financiers.

Vers la fin de la campagne d'hivernage, de fortes concentrations d'animaux sont perceptibles au niveau des poches de fortes productions et pourvues de points d'eau aussi bien en zone agricole qu'en zone pastorale.

Dans ce contexte, afin de disposer de plus d'informations fiables et à jour sur la situation alimentaire actuelle des ménages, le Gouvernement du Niger a réalisé une enquête nationale rapide sur la situation alimentaire des ménages en décembre 2009. L'objectif principal de cette enquête qui fait suite à celles réalisées à la même période en 2006, 2007 et 2008, est d'évaluer et de caractériser la situation de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages afin de mieux asseoir le diagnostic dans un contexte post récolte et de dégager les perspectives pour les prochains mois. Ainsi, ces résultats permettront à l'Etat et ses partenaires d'orienter les actions d'atténuation prévues dans le plan de soutien 2010 aux populations vulnérables de 2010.

L'enquête a porté sur un échantillon de 9.741 ménages urbains et ruraux avec un niveau de représentativité départementale. Cet échantillon est tiré d'un ensemble de 2.011.227 ménages au total, soit un taux de sondage global de 0,5%. Il faut noter que pour la région d'Agadez, l'enquête n'a pu être menée que dans la Commune urbaine d'Agadez, les villes de Tchirozérine et d'Arlit à cause de l'insécurité résiduelle qui sévit surtout dans le milieu rural de la région. Par contre, pour la région de Niamey, seuls les villages périphériques ont été couverts par l'enquête

1. RESULTATS DEFINITIFS DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2009/2010

Production agricole

Le tableau ci-dessous montre que la campagne agricole pluviale 2009 a enregistré pour les principales cultures des niveaux de production largement en dessous de celles obtenues en 2008 et de la moyenne des trois dernières années surtout pour les céréales locales de mil, sorgho, maïs et fonio. Cette situation est le fait de la mauvaise répartition des précipitations enregistrées au cours de la campagne agricole d'hivernage. Ainsi, les baisses enregistrées sont respectivement de 24% et 14% pour le mil, 40% et 29% pour le sorgho, 49% et 30% pour le niébé, 34% pour le fonio. Par contre, des hausses sensibles sont enregistrées avec 18% et 21% pour le riz, 72% et 70% pour l'arachide. Il faut signaler que l'amélioration de la production de riz est consécutive aux investissements effectués dans le cadre de la mise en valeur de nouveaux aménagements hydro agricoles. Quant à l'arachide, l'augmentation des productions est en partie due à celle des superficies emblavées du fait du retard accusé dans l'installation des cultures céréalières.

Tableau n°1 : Evolution des productions des principales productions agricoles

Années	Mil	Sorgho	Niébé	Maïs	Fonio	Riz*	Arachide
2006	3 008 584	929 265	712 031	19 085	2 046	78 377	152 561
2007	2 781 928	975 223	1 001 139	19 324	1 837	70 000	147 676
2008	3 521 727	1 226 251	1 543 943	7 968	4 874	77 721	147 676
2009	2 677 855	738 661	787 472	1 389	3 218	91 391	253 497
MOY (06-08)	3 104 080	1 043 580	1 127 987	15 459	2 919	75 366	149 304
VAR (09-08) en %	- 24	- 40	- 49	- 83	- 34	18	72
VAR (09-MOY) en %	-14	- 29	-30	- 91	10	21	70

Variation entre les résultats provisoires et définitifs pour le mil, sorgho, maïs et fonio par région

La faible variation enregistrée entre les productions prévisionnelles et celles définitives est la résultante de la prise en compte des phénomènes exceptionnels (sécheresse, arrêt brusque de pluies, infestations, etc.) intervenus au cours et en fin de campagne, au moment de l'estimation des productions prévisionnelles. Ceci a été rendu possible grâce notamment à la tenue d'un atelier de concertation technique sur les résultats provisoires avec la participation de tous les acteurs.

Tableau n°2 : Variation entre résultats provisoires et définitifs

REGIONS	Productions		Variation en %
	Provisoires	Définitives	
Agadez	840	784	-6,76
Diffa	39.444	32.477	-17,66
Dosso	715.306	688.912	-3,69
Maradi	855.708	839.458	-1,90

Tahoua	681.002	645.041	-5,28
Tillabéri	586.381	552.390	-5,80
Zinder	678.334	641.758	-5,39
Niamey	18.300	20.303	10,95
Niger	3.575.315	3.421.122	-4,31

Evolution de la production céréalière nationale sur les trois (3) dernières années

Comme pour les principales cultures, les productions céréalières de 2009 enregistrent des baisses respectives de 27 et 17% par rapport à 2008 et à la moyenne des trois dernières années (2006,2007 et 2008).

Tableau n°3 : Evolution de la production céréalière sur les trois dernières années

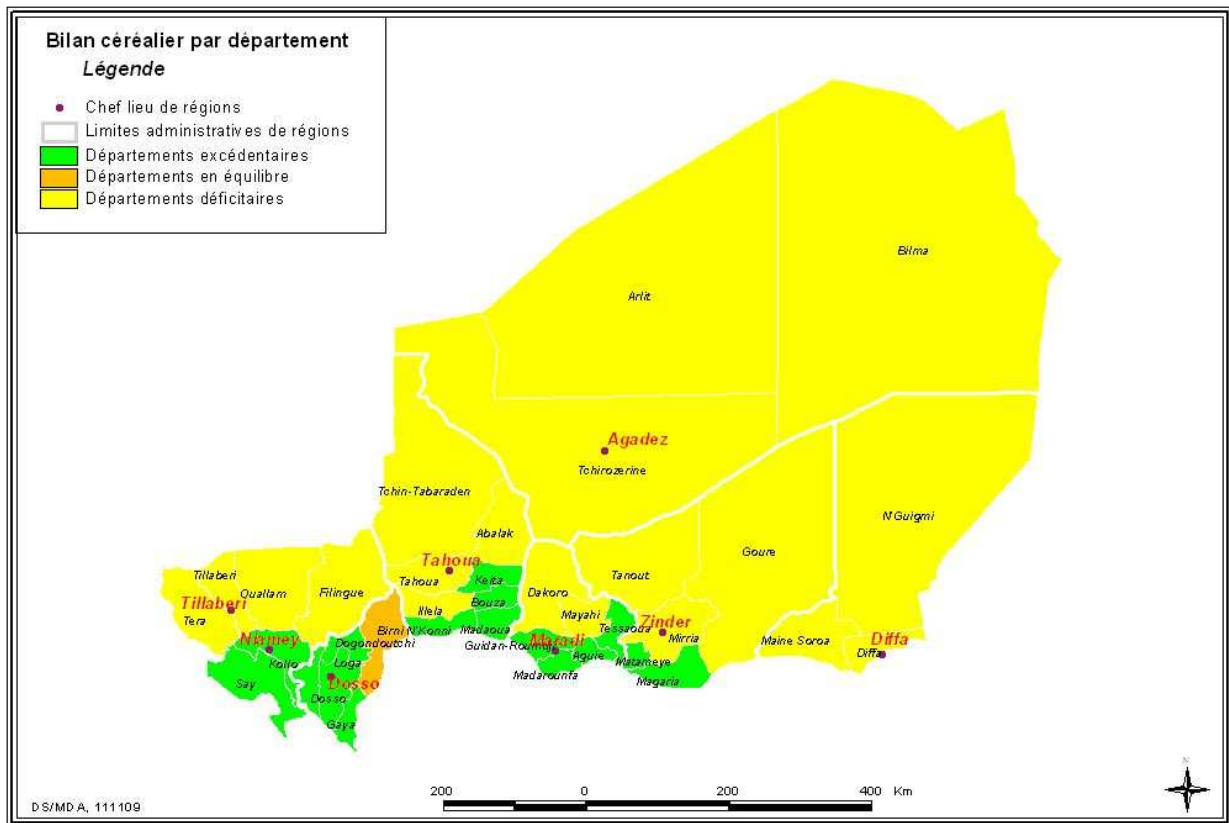
Années	Productions
2006	4 037 357
2007	3 848 312
2008	4 838 541
2009	3 512 513
MOY (06-08)	4 241 403
VAR (09-08) en %	- 27
VAR (09-MOY) en %	- 17

Bilan céréalier brut sur la base des productions locales (mil, sorgho, maïs et fonio)

Sur la base des productions locales (mil, sorgho, maïs et fonio) estimées à **3.421.122 tonnes**, la balance nationale entre les disponibilités (productions locales rabattues de 15%) et les besoins de consommation locale estimés à **3.027.654 tonnes** (pour une population de 14.626.346 au 30/04/2010) est négative avec un déficit de l'ordre de **119.700 tonnes** tout en rappelant que la norme de consommation pour ces types de céréales est de 207 Kg/personne/an. Ceci se traduit par :

- un excédent significatif au niveau des régions de Dosso et de Maradi ;
- un équilibre fragile à Tahoua;
- un déficit au niveau des régions d' Agadez, Diffa, Niamey, Tillabéri et Zinder.

Ainsi, 16 départements sont excédentaires (Dosso, Boboye, Gaya, Loga, Madarounfa, Aguié, Guidan Roumdji, Mayahi, Tessaoua, Konni, Bouza, Keita, Madaoua, kollo, Say, Magaria et Matamèye), 1 en équilibre très fragile (Dogondoutchi) et 18 sont déficitaires (balance en jaune) comme le montre la figure et le tableau suivants.



Carte n°1 : Répartition spatiale des départements selon le bilan céréalier

Tableau n°4 : Balance entre productions locales et besoins de consommation

Localités	Population au 30/04/ 2010	Besoins	Production (mil, sorgho, maïs, fonio)		Balance
			Brute	Disponible	
AGADEZ	425 485	88 075	784	666	- 87 409
Arlit	141 693	29 330	118	100	- 29 231
Bilma	17 482	3 619	0	0	- 3 619
Tchiro	163 250	33 793	536	455	- 33 338
Agadez C.	103 060	21 333	130	111	- 21 223
DIFFA	446 826	92 493	32 477	27 605	- 64 888
Diffa Dép.	150 431	31 139	24 074	20 463	- 10 676
Mainé S.	196 920	40 762	7 395	6 286	- 34 477
N'Guigmi	67 445	13 961	534	453	- 13 508
Diffa C.	32 031	6 630	474	403	- 6 227
DOSSO	2 004 798	414 993	688 912	585 575	170 582
Dosso dép.	433 896	89 816	185 652	157 804	67 988
Boboye	405 150	83 866	128 037	108 831	24 965
Doutchi	618 783	128 088	151 205	128 524	436
Gaya	323 703	67 006	139 278	118 387	51 380
Loga	172 297	35 665	81 400	69 190	33 524
Dosso C.	50 970	10 551	3 340	2 839	- 7 712
MARADI	2 984 687	617 830	839 458	713 540	95 709
Madarounfa	418 277	86 583	158 638	134 842	48 259
Aguié	372 478	77 103	108 173	91 947	14 844
Dakoro	553 615	114 598	108 105	91 889	- 22 709
Guidan Roundji	453 242	93 821	145 650	123 803	29 982
Mayahi	489 869	101 403	117 246	99 659	- 1 744
Tessaoua	459 355	95 086	185 768	157 902	62 816
Maradi C.	237 851	49 235	15 878	13 497	- 35 739
TAHOUA	2 586 279	535 360	645 041	548 285	12 925
Tahoua dép.	374 595	77 541	79 945	67 954	- 9 587
Konni	502 065	103 928	156 165	132 740	28 813
Bouza	357 994	74 105	108 707	92 401	18 296
Illéla	346 341	71 693	64 365	54 710	- 16 982
Keita	315 817	65 374	89 911	76 424	11 050
Madaoua	423 329	87 629	125 955	107 061	19 432
Tchintabara	66 824	13 833	5 821	4 948	- 8 885
Abalak	100 232	20 748	7 250	6 163	- 14 585
Tahoua C.U.	99 083	20 510	6 922	5 884	- 14 627
TILLABERI	2 518 838	521 399	552 390	469 532	- 51 868
Kollo	440 649	91 214	128 331	109 081	17 867
Filingué	544 398	112 690	111 972	95 177	- 17 514
Ouallam	362 041	74 942	38 278	32 536	- 42 406
Say	310 290	64 230	120 802	102 682	38 452
Téra	561 796	116 292	109 992	93 494	- 22 798
Tillabéri dép.	283 608	58 707	41 808	35 537	- 23 170
Tillabéri C.U.	16 056	3 324	1 207	1 026	- 2 298
ZINDER	2 744 590	568 130	641 758	545 494	- 22 636
Mirriah	810 073	167 685	184 174	156 548	- 11 137
Gouré	315 052	65 216	70 301	59 756	- 5 460
Magaria	691 147	143 067	195 746	166 384	23 317
Mataméye	319 944	66 228	111 000	94 350	28 121
Tanout	373 961	77 410	68 357	58 104	- 19 306
Zinder C.U.	234 413	48 524	12 179	10 352	- 38 171
CUN	914 843	189 372	20 303	17 258	- 172 115
Com. I	405 794	83 999	5 544	4 713	- 79 287
Com. II	382 747	79 229	4 939	4 198	- 75 030
Com. III	126 301	26 144	9 820	8 347	- 17 798
NIGER	14 626 346	3 027 654	3 421 122	2 907 954	- 119 700

Bilan céréalier brut sur la base de toutes les productions céréalières (hivernage 2009 et double récoltes des Aménagements Hydro-Agricoles (AHA))

En intégrant dans le bilan brut national, les céréales irriguées (riz et blé) :

- Les besoins de consommation pour une population de 14.626.346 personnes au 30/04/2010 sont estimés à **3.378.686 tonnes** dont 3.027.654 tonnes pour les céréales (mil, sorgho, maïs et fonio), 263.274 tonnes pour le riz et 87.758 tonnes pour le blé. Il faut rappeler que la norme de consommation est de 231 Kg/personne/an, soit 207 pour les céréales locales, 18 pour le riz et 6 pour le blé;
 - Les productions céréalières brutes totales s'élèvent à **3.513.540 tonnes** réparties comme suit :
 - Cultures pluviales (mil, sorgho, maïs et fonio) : **3.421.122 tonnes** ;
 - Cultures irriguées estimées à 92.418 tonnes dont **91.391 tonnes** de riz et **1.026 tonnes** de blé. Il faut ici observer une augmentation de la production de riz consécutive aux importants investissements réalisés dans la réhabilitation et la création des aménagements hydro agricoles mis en valeur dans la région de Diffa
- D'où les disponibilités céréalières sont de **2.968.025 tonnes** obtenues à partir des productions céréalières brutes avec un rabatement de 15% pour les céréales (mil, sorgho, maïs et fonio) et 35% pour le riz et le blé.

De ce fait, la production disponible est insuffisante pour couvrir les besoins de consommation humaine avec un gap de **410.661 tonnes** comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau n°6 : Bilan céréalier brut

Balance entre productions et consommations céréalières 2009/2010				
Postes	Riz	Blé	Mil+Sorgho+Maïs+Fonio	Total
Population au 30/04/2010				14 626 346
1 - Disponibilité	59 404	667	2 907 954	2 968 025
* Production brute	91 391	1 026	3 421 122	3 513 540
* Production nette	59 404	667	2 907 954	2 968 025
2 - Besoins	263 274	87 758	3 027 654	3 378 686
- Norme de consommation	18.00	6.00	207.00	231
- Consommation Humaine	263 274	87 758	3 027 654	3 378 686
3 - Excédents(+)/Déficits(-)	- 203 870	- 87 091	- 119 700	- 410 661

Bilan céréalier net révisé

En ajoutant au bilan céréalier brut ci-dessus le solde des stocks, le déficit est réduit de **410.661 tonnes** à **253.936 tonnes**. Ces stocks sont de deux (2) ordres. Il s'agit :

- Stocks initiaux ou d'ouverture au 31/10/2009 estimés à **206.725 tonnes**, ce sont des stocks de début de l'exercice 2009/2010 qui se constituent par :
 - Les stocks paysans de **150.000 tonnes** ;
 - Les autres stocks de **56.725 tonnes** qui comprennent le reliquat de l'exercice 2008/2009 se trouvant au niveau des commerçants et de l'OPVN au 30 septembre 2009 ;

- Stocks finaux ou de clôture sont des projections de stocks disponibles en fin du mois de septembre 2010, soit **50.000 tonnes**. Ils sont constitués essentiellement des reliquats probables au niveau des commerçants et de l'OPVN.

Enfin, en intégrant au bilan céréalier brut, les soldes des stocks ci-dessus et le solde import/export estimé à **301.349 tonnes** comprenant les importations commerciales, un excédent précaire de **37.025 tonnes** se dégage, soit une disponibilité céréalière apparente par individu et par an de **236,95 Kg**.

Ce bilan céréalier net révisé exprime en terme de ressources, la production nette, les stocks initiaux et les importations et en terme d'emplois, les besoins de consommation humaine, les stocks finaux et les exportations qui sont négligeables comme l'indique le tableau ci-dessous. Toutefois, en ce qui concerne le riz et le blé, le Niger reste tributaire des importations.

Tableau n°7 : Bilan céréalier net 2009/2010

Bilan céréalier net 2009/2010				
Postes	Riz	Blé	Mil+Sorgho+Maïs+Fonio	Total
Population au 30/04/10				14 626 346
1 - Disponibilité	81 570	2 297	3 090 882	3 174 750
* Production brute	91 391	1 026	3 421 122	3 513 540
* Production nette	59 404	667	2 907 954	2 968 025
* Stocks Initiaux	22 166	1 630	182 928	206 725
- Paysans	-	-	150 000	150 000
-Autres	22 166	1 630	32 928	56 725
2 - Besoins	275 774	92 758	3 060 154	3 428 686
- Norme de consommation	18.00	6.00	207.00	231
- Consommation Humaine	263 274	87 758	3 027 654	3 378 686
- Stocks finaux	12 500	5 000	32 500	50 000
* Paysans				-
* Autres	12 500	5 000	32 500	50 000
3 - Excédents (+) Déficits (-)	- 194 204	- 90 461	30 729	- 253 936
4 - Solde Import/Export	203 870	87 091	-	290 961
- Importations commerciales	203 870	87 091		290 961
- Aides prévues				-
- Exports	-	-	-	-
5 - Excédents (+) Déficits (-)	9 666	- 3 370	30 729	37 025
6 - Dispo.Ap/hbt=kg/hbt	19,52	6,11	211,32	236,95

Bilan alimentaire révisé

En ce qui concerne les productions non céréalières, le bilan alimentaire révisé 2009/2010 dégage :

- Un excédent de **80.703 tonnes pour les légumineuses, 160.918 tonnes pour les oléagineux, 145.157 pour les épices, 446.011 tonnes pour les produits laitiers et 35.401 tonnes pour les poissons**
- Un déficit respectivement de **106.805 tonnes pour les tubercules, 70.764 tonnes pour les fruits, 177.605 tonnes pour les légumes et de 33.167 tonnes pour les viandes.**

NB : il faut retenir que le déficit observé en ce qui concerne les viandes est du à la non maîtrise des données relatives aux abatages clandestins et domestiques.

Tableau n°8 : Bilan alimentaire révisé 2009/2010

Bilan alimentaire révisé 2009/2010										
Postes	Céréales	Oléagineux	Légumineuses	Tubercules et racines	Légumes	Fruits	Epices et stimulants	Viande	Produits laitiers	Poissons
1 - Ressources	4 011 225	329 129	863 517	210 866	707 267	19 994	189 783	186 228	957 933	50 028
2 - Emplois	3 974 200	168 210	782 814	317 672	884 873	90 757	44 626	219 395	511 922	14 626
3 - Excédts (+) ou Déficits (-)	37 025	160 918	80 703	-106 805	-177 605	-70 764	145 157	-33 167	446 011	35 401

Le tableau ci-dessous en donne les détails.

Tableau n°9 : BILAN ALIMENTAIRE REVISE

Pays : Niger

Exercice : 2009/2010

Population =

14 626 346

Produit	Ressources					Emplois						Disponibilité apparente par habitant	Excédent ou Déficit	
	Production Totale	Stock début	Importations		Total Ressources	Pertes et semences	Export	Stocks finaux	Consom Animales	Consommation humaine				Total Emplois
			Commerciales	Aides						Norme	Totale			
Céréales	3 513 540	206 725	290 961	-	4 011 225	545 514		50 000		231	3 378 686	3 974 200	237	37 025
<i>Mil + Sorgho + Mais + Fonio</i>	3 421 122	182 928	-	-	3 604 051	513 168		32 500		207	3 027 654	3 573 322	211	30 729
<i>Riz</i>	91 391	22 166	203 870	-	317 427	31 987		12 500		18	263 274	307 761	20	9 666
<i>Blé</i>	1 026	1 630	87 091	-	89 748	359		5 000		6	87 758	93 117	6	- 3 370
Tubercules	209 366	-	1 500	-	210 866	10 468	50			21	307 153	317 672	14,46	- 106 805
<i>Manioc</i>	118 388				118 388	5 919							8,09	
<i>Igname</i>			700		700	-							0,05	
<i>Pomme de terre</i>	37 363		500		37 863	1 868							2,59	
<i>Patate douce</i>	53 616		1 000		54 616	2 681	50						3,73	
Fruits	19 994	-	-	-	19 994	2 999				6	87 758	90 757	1,37	- 70 764
<i>Pastèque</i>	4 001				4 001	600							0,27	
<i>Melon</i>	15 993				15 993	2 399							1,09	
Légumes	706 567	-	700	-	707 267	141 313	100 000			44	643 559	884 873	48,17	- 177 605
<i>Oignon</i>	384 309				384 309	76 862	100 000						26,28	
<i>Tomate</i>	56 054		700		56 754	11 211							3,88	
<i>Chou</i>	122 967				122 967	24 593							8,41	
<i>Courges</i>	49 507				49 507	9 901							3,38	
<i>Jaxatu</i>	9 913				9 913	1 983							0,68	
<i>Aubergine</i>	2 782				2 782	556							0,19	
<i>Carotte</i>	7 926				7 926	1 585							0,54	
<i>Laitue</i>	73 110				73 110	14 622							5,00	
Légumineuses	819 654	43 864	-	-	863 517	204 913	300 000			19	277 901	782 814	59,04	80 703
<i>Niébé et doliq</i>	789 472	43863.771			833 336	197 368	300 000						56,97	
<i>Voandzou</i>	30 182				30 182	7 545							2,06	
Oléagineux	329 129	-	-	-	329 129	65 826	-			7	102 384	168 210	22,50	160 918
<i>Arachide</i>	253 497				253 497	50 699							17,33	
<i>Sésame</i>	75 632				75 632	15 126							5,17	
Epices	189 783	-	-	-	189 783		30 000			1	14 626	44 626	12,98	145 157
<i>Poivron</i>	172 032				172 032		30 000						11,76	
<i>Piment</i>	17 751				17 751								1,21	
Viandes	186 228				186 228					15	219 395	219 395	12,73	- 33 167
Produits laitiers	957 933				957 933					35	511 922	511 922	65,49	446 011
Poisson	50 000		28		50 028					1	14 626	14 626	3,42	35 401

2. SITUATION DU CHEPTEL, DES POINTS D'EAU ET DES PATURAGES

La campagne pastorale 2009-2010 a été marquée une précocité des pluies en début du mois de mai 2009. La pluviométrie a été irrégulière dans l'espace et dans le temps. Sur le plan pastoral les principales conséquences des sécheresses enregistrées ont été:

- la non germination ou le flétrissement des jeunes pousses ;
- Des mouvements inhabituels des éleveurs et leurs troupeaux (mouvements dans toutes les directions)
- le retour vers le sud de certains troupeaux en raison du dessèchement des jeunes pousses et de l'assèchement des mares

Une reprise des pluies intervenue en fin du mois d'août 2009 dans la majeure partie de la zone pastorale mais elle a été de très courte durée, ce qui n'a pas permis au nouveau tapis herbacé issu de ces pluies de croître et de se développer, anéantissant ainsi du coup le faible espoir redonné aux éleveurs.

Une dominance des espèces herbacée comme *Aristida sp*, *Schoenefeldia gracilis*, une recrudescence de feux de brousse et un mouvement précoce des animaux ont observés en zone agro-pastorale

Situation du pâturage

Situation en zone agricole

Les estimations de la biomasse réalisées au niveau des enclaves pastorales, aires de pâturage et jachères font apparaître une production assez faible. Les enclaves à bonne production sont dans la majorité des cas colonisées par des espèces peu ou pas appréciées comme *Sida cordifolia*, *Pergularia tomentosa*, *Chrozophora brocchiana*, *Cassia mimosoides*, etc.

Pour la campagne pastorale 2009, les résidus agricoles et la biomasse ligneuse des enclaves pastorales ont été intégrés dans les calculs du bilan fourrager.

Situation en zone pastorale

Pour la deuxième campagne consécutive, la situation pastorale n'a pas été bonne. On note une forte variabilité des productions, en outre d'importants changements sont observés dans la composition floristique notamment avec la dominance des graminées dont les principales espèces sont : *Aristida sp*, *Schoenefeldia gracilis*, *Dactyloctenium aegyptium*, . Ces espèces, bien qu'elles soient appréciées par les animaux restent très sensibles aux vents, piétinement, feux de brousse etc.

Au niveau des ligneux fourragers et des espèces herbacées pérennes, on note une régénération.

L'évaluation quantitative et qualitative de la production fourragère en zone pastorale a été effectuée sur 70 sites de contrôle au sol répartis sur l'ensemble de la zone. Parmi ces sites 13 ont enregistrés des productions nulles.

Les résultats globaux

Les éléments ci-dessous ont été utilisés pour l'établissement du bilan fourrager de la campagne 2009. Il s'agit de :

- Les effectifs en têtes et en UBT du cheptel national : projection 2010 ;
- Les productions:
 - ✓ Disponible pâturage naturel (zone pastorale et enclaves);
 - ✓ Disponible résidus et sous produits agricoles (chaumes, paille de riz, fanes, son)

Ainsi, la campagne pastorale 2009-2010 n'a pas répondu aux attentes des éleveurs et agro éleveurs. Le bilan fourrager global a enregistré un déficit théorique de 16.137.329 tonnes de matières sèches soit un équivalent de 67% du cheptel national en UBT.

Au niveau inter régional, les huit (8) régions ont un bilan fourrager déficitaire avec des degrés de sévérité prononcé variant de -115 566 TMS à Niamey, - 3 629 642 TMS à Tillabéri et - 3 670 019 TMS à Zinder.

Au niveau intra régional, il existe des poches dont la production est inférieure à 300 kg de matière sèche correspondant à une très faible capacité de charge.

Productions fourragères et bilans

Il s'agit des différentes productions fourragères issues des pâturages naturels de la zone pastorale, des enclaves pastorales situées en zone agricole et des résidus agricoles obtenus à partir des cultures céréalières et des légumineuses.

- *Zone pastorale :*

La production des fourrages en zone pastorale a été médiocre dans son ensemble. En effet, la majorité des régions ont enregistré de faibles productions.

Tableau n°10 : Comparaisons des productions disponibles de biomasse

Régions	Production disponible (TMS) 2008 (Zone pastorale)	Production disponible (TMS) 2009 (Zone pastorale)
Agadez	355 087	566 886
Diffa	1 115 250	572 609
Dosso	133 760	242
Maradi	891 219	371 607
Tahoua	1 482 427	2 038 665
Tillabéri	1 506 991	259 849
Zinder	1 873 343	775 756
Niamey	0	566 886
Total	7 358 077	4 531 427

Source : DDP

Il ressort que la production des fourrages en zone pastorale en 2009 est nettement inférieure à celle de 2008. Le tableau ci-dessous donne un écart de 2 826 650 TMS

- **Les enclaves pastorales**

Les disponibilités fourragères des enclaves en 2009 sont inférieures à celles de 2008. Ainsi, la production totale des enclaves est de 82 847 TMS en 2009 contre 117 370 TMS en 2008.

Tableau n°11 : Production des enclaves pastorales par région

Régions	Disponible Enclave (Tonne MS)
---------	-------------------------------

	Herbacée	Ligneux
Agadez		
Diffa	983	
Dosso	14 684	10 639
Maradi	16 270	
Tahoua	4 402	5 957
Tillabéri	8 119	
Zinder	21 194	
CUN	599	
Total	66 251	16 596

Source : DDP

- **Les résidus agricoles**

La contribution des résidus agricoles au bilan fourrager en 2009 s'élève à 4 059 696TMS contre 4 671 283 TMS, soit 13 % moins que l'année 2008.

Tableau n°12 : Production disponible des résidus agricoles

Régions	Disponible Chaume (TMS)	Disponible paille de riz (TMS)	Disponible fanes (TMS)	Disponible son (TMS)	Disponible Total (TMS)
Agadez	557	-	91	159	504
Diffa	31 761	47	367	7 504	39 679
Dosso	581 274	5 232	33 675	138 741	758 922
Maradi	687 592	-	30 307	162 127	880 025
Tahoua	547 210	-	26 827	129 026	703 063
Tillabéri	478 903	5 330	20 862	114 635	619 729
Zinder	545 065	-	17 696	128 521	1 038 717
Niamey	14 705	-	504	3 467	18 676
Total	2 887 067	10 609	130 329	684 180	4 059 315

Source : DDP

- **Récapitulatif des productions fourragères disponibles**

Il s'agit des productions fourragères naturelles de la zone pastorale et des enclaves et de la production disponible au niveau des résidus agricoles. Ces productions disponibles constituent le tiers de chacune des productions brutes.

Tableau n°13 : Récapitulatif des productions

Régions	Disponible pâturage (Tonne MS)	Disponible résidus agricoles (Tonne TMS)	Disponible Enclave (Tonne MS)		Disponible total (Tonne MS)
			Herbacée	Ligneux	
Agadez	566 886	504			567 390
Diffa	572 609	39 679	983		613 271
Dosso	242	758 922	14 684	10 639	784 487
Maradi	371 607	880 405	16 270		1 268 282
Tahoua	2 038 665	703 063	4 402	5 957	2 752 087
Tillabéri	259 849	619 730	8 119		887 698
Zinder	775 756	1 038 717	21 194		1 835 667
Niamey		18 676	599		19 275
Total	4 585 614	4 059 696	66 251	16 596	8 728 157

Source : DDP

- **Bilan fourrager**

Le tableau ci-dessous donne les effectifs en UBT. Les besoins sont estimés en considérant 1,7 TMS par UBT pour les neuf mois de l'année.

Le bilan fourrager global est établi ainsi qu'il suit :

D'un besoin global des UBT s'élevant à 24 265 001 TMS contre un disponible fourrager de 8 127 672 TMS, il est déficitaire de l'ordre de 16 137 329 TMS soit 67%. Ce bilan tient compte de tout le cheptel national c'est – dire même ceux qui sont en transhumance ou qui le seront dans les prochains jours et:/ou mois : Pour être pragmatique ; un bilan partiel excluant les transhumants est établi.

Tableau n°14 : Bilan fourrager campagne pastorale 2009 -2010

Régions	Disponible pâturage (TMS)	Disponible résidus agri (TMS)	Disponible Enclave (Tonne MS)		Total Disponible (TMS)	Effectif (en UBT) (Projection 2010)	Besoins UBT (TMS)	Ecart (TMS)
			Herbacée	Ligneux				
Agadez	566 886	504			567 390	458 778	779 923	-212 533
Diffa	572 609	39 679	983		613 271	1 685 113	2 864 692	-2 251 421
Dosso	242	747149	14 684	10 539	772 614	1 136 465	1 931 991	-1 159 377
Maradi	371 607	696 130	16 270		1 084 007	2 231 834	3 794 117	-2 710 110
Tahoua	2 038 665	703 063	4 402	5 957	2 752 087	3 026 723	5 145 428	-2 393 341
Tillabéri	259 849	215 393	8 119		483 361	2 419 413	4 113 003	-3 629 642
Zinder	775 756	1 038 717	21 194		1 835 667	3 238 639	5 505 686	-3 670 019
Niamey		18 676	599		19 275	19 275	134 841	-115 566
Total	4 585 614	3 459 311	66 251	16 496	8 127 672	14 216 240	24 265 001	-16 137 329

Situation des zones à faible production

Les faibles productions fourragères se retrouvent dans toutes les régions du pays. Les zones concernées sont plus importantes en terme de superficie que les zones qualifiées de bonne à moyenne production. Ainsi, les zones de faibles productions fourragères sont répertoriées dans le tableau ci-dessous.

Tableau n°15 : Les zones de faible production

Régions	Zones déficitaires (Faibles et médiocres productions)	Observations
Agadez	<ul style="list-style-type: none"> - Dans l'Irhazer : il s'agit de la bande comprise entre Tiguida, Touref et Inguichoul, la bande Nord-ouest de la commune d'Ingall ; - Dans le Tadress : bande comprise entre Tiguidit et Toumboulaga, Nzignan, Echia, Aderbissnatt, N'Kadewane, nord tagdofat. 	<p>Rendement :</p> <p>< 300 KgMS/ha</p>
Diffa	<ul style="list-style-type: none"> • Zones à faible production (200-400 kg MS/ha) - Bande Sayam –Djariho jusqu'à site 93 ; - Départements de Mainé et Diffa : bande Issari Ngazourmadjé, Mainé – site 111, alentours RN1. • Zones à production médiocre à nulle (-200 kgMS/ha) - communes Goudoumaria, Nguelbeylie, Foulatari, Bosso, Toumour, Gueskérou ,Kablewa; - Sud de la commune de Chétimari ; - Parties Est et Nord de la commune de Ngourti ; 	<p>Rendement :</p> <p>< 300 KgMS/ha</p>
Dosso	<ul style="list-style-type: none"> • Zones à production faible à médiocre (<300 kgMS/ha) • Sarmatchilla (290,01) ; Kara (224) ; Koré Mai Roua (291,76) ; Fatamangou (257,33) ; Dan Kouna (152,13) ; Pété Edi (93,96) ; Lissoré Borgia (48) ;Tombo seda (34,99) ; Tombobi (290,01) 	<p>Rendement</p> <p>< 300 KgMS/ha</p>

Maradi	Fako ; Bakabé ; Tankarawa ; Nakwana Roura ; Helloum ; Bouloumboukout ; Attaou ; Guidan Gwari ; Dan Nani Nagaja ; Dogon Farou ; Na Ounfana ; Haoukan Sara ; Rougga Goudaou ; Boussaragui ; Baban Rafi ; Guinée ; Nafouta1 ; Hawan Dawaki	Rendement < 300 KgMS/ha
Tahoua	<ul style="list-style-type: none"> Zones à pâturage médiocre <p>Ces zones sont représentées par les communes de Tassara, Tillia, la commune de Tebaram, de Bagaroua, le centre, l'est et le nord-ouest de la commune de Tchintabaraden, le centre et le sud de la commune d'Abalack, le sud de la commune de Tamaya, la partie centrale de la commune d'Akoubounou, autour et nord-est de Telemces, le pourtour de Tabalak.</p> <p>Les enclaves pastorales de Keita (tsamiatan, tatawassan) ; Tahoua (jawaya, chacott), Konni (touloua), Bouza (zongo mahamane), Illéla (dans toutes les enclaves).</p>	Rendement < 300 KgMS/ha
Tillabéri	<ul style="list-style-type: none"> Zones à production faible à médiocre (<300 kg MS/ha) <p>-Département de Filingué : Zone de Sanam, Zone Abala, Imaman, Kourfey (Centre et Sud) et Tondikandia ;</p> <p>-Département de Kollo : nord-est Karma (Teera), Est Hamdallaye (Bazanga), Bitinkogui et Namaro ;</p> <p>-Département de Ouallam : Guilman, Gattawane Tondo, Logobé Tondi et Talkass, Zone de Dabré, Nord- Est Tondikiwindi ;</p> <p>-Département de Tillabéri ;</p> <p>-Département de Téra : Zone Kokorou à Bankilaré, Est Téra à Dargol.</p>	Rendement < 300 KgMS/ha
Zinder	<ul style="list-style-type: none"> Zones de faible production : <ul style="list-style-type: none"> Elles sont représentées exclusivement pour cette campagne par une bonne partie de la zone pastorale où le tapis herbacé est très faible, des sols nus sur plusieurs kilomètres et un état de sécheresse accentué *Dans le département de Gouré : principalement la commune rurale de Tesker avec quelques poches disséminées çà et là dans les autres communes. *Dans le département de Tanout : Commune rurale de Gangara : de Tchingarnagar à Roua ; Commune rurale de Tarka : Sud Betalma à sud Tagana ; Commune rurale de Tenhiya : nord Also à Choui et nord Abdounazer ; toute la bande allant de Bathé (village) à Eliki gonda et Commune rurale de Ollalewa : de sud Dan Marké à Alouma ; 	Rendement <300 KgMS/ha
Niamey	Toutes ces enclaves ont une production médiocre voire nulles : Ferro Bougoum ; Gossorou Bougoum ; Bougoum Fati ; Namari Ferro ; Yawari ; Tondibia Gorou	Zone structurellement déficitaire

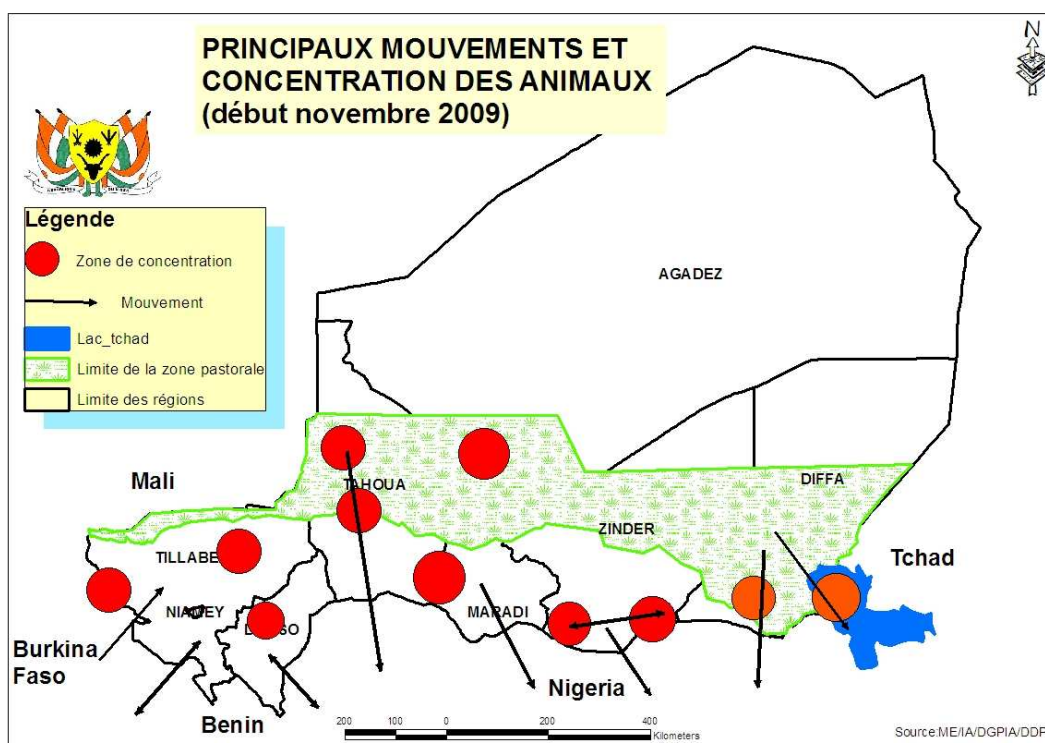
Mouvements des animaux

En 2009, on a assisté à des mouvements désordonnés qui sont les indicateurs de rareté de pâturage aussi bien à l'échelle régionale qu'intra régionale. Ainsi, ces mouvements et concentrations habituels des animaux sont perturbés.

Vers la fin de campagne d'hivernage, de fortes concentrations d'animaux sont perceptibles au niveau des poches de fortes productions et pourvues de points d'eau aussi bien en zone agricole qu'en zone pastorale.

S'agissant des mouvements, l'essentiel se fait en direction du sud et vers les pays voisins

(Nigeria, Bénin, Tchad, Burkina Faso) ; néanmoins, on observe des mouvements vers le nord-est du département de Gouré notamment en direction de Termit. Dans les régions de Dosso et de Tillabéri, des mouvements d'animaux sont enregistrés des pays voisins vers le Niger.



Carte n°2 : Principaux mouvements et concentration d'animaux

Points d'eau et abreuvement des animaux

Au cours de cette campagne, le remplissage des mares semi permanentes et permanentes est variable selon les régions. Les points d'eau de surface en zone pastorale n'ont pas connu leur niveau habituel dans certaines régions, ainsi la situation actuelle fait ressortir le tarissement de la plupart de ces -points d'eau de surface, par contre à Agadez, suite à l'important écoulement enregistré, certains points d'eau de surface continuent à assurer l'abreuvement des animaux. S'agissant des points d'eau souterrains (forages, stations de pompage, puits traditionnels et modernes), ils assurent l'abreuvement des animaux aussi bien en zone pastorale qu'en zone agricole. Il faut signaler, un insuffisant maillage en points d'eau malgré les efforts fournis par l'Etat et les partenaires techniques et financiers.

3. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES PRIX DES CEREALES ET DU BETAIL ET LES PERSPECTIVES ALIMENTAIRES

Evolution des prix des céréales et les perspectives alimentaires

La situation des marchés agricoles a été marquée tout au long de la campagne de commercialisation 2008/2009 par un approvisionnement régulier en céréales. Les prix de ces dernières ont présenté une baisse importante aux mois d'octobre et novembre 2008 suite à l'importance du niveau de l'offre des céréales sur les marchés au cours de cette période dite de collecte. Cependant, dès le mois de décembre 2008, les céréales locales ont fait l'objet d'une augmentation de leurs prix en raison d'une baisse significative de présentations de céréales par les producteurs locaux au profit du niébé au moment de l'opération « achat du niébé auprès des paysans à un prix rémunérateur » initié par le gouvernement nigérien. Cette hausse de prix a été de très courte durée (fin janvier 2009) avec l'amélioration du niveau d'approvisionnement des produits en provenance des pays voisins traduisant ainsi une quasi-stabilité de prix jusqu'aux mois de mai - juin 2009 période caractérisée par l'installation progressive de la campagne agricole hivernale 2009. La situation des marchés est caractérisée aux mois de juillet – août 2009 (période de soudure) par un relèvement de prix des céréales suite à la faiblesse de l'offre des producteurs sur les marchés et/ou à l'épuisement du stock ménager de ceux-ci qui se manifeste par une forte demande sur les marchés. A cela s'ajoute, une augmentation occasionnelle des coûts de transports dans certaines zones rurales suite aux perturbations enregistrées au cours de cette période dans l'approvisionnement en carburant sur le marché parallèle le long du nord-Nigeria.

L'évolution des prix a été favorable aux consommateurs au mois de septembre 2009 suite à l'amélioration du niveau de l'offre par la mise progressive de la nouvelle production céréalière 2009 et à la régularité de l'approvisionnement en provenance des pays voisins notamment le Nigeria et le Bénin. Cette situation s'est traduite par une baisse des prix pour toutes les céréales suivies par rapport au mois d'août 2009. Cette chute de prix est beaucoup plus prononcée pour le mil (- 9%) et le sorgho (- 6%) en raison pour le premier de la bonne évolution de la campagne agricole 2009 augurant l'autoconsommation dans les ménages agricoles et le début de la commercialisation de la nouvelle production du mil sur certains marchés de collecte. Pour le second, ce retrait de prix s'explique essentiellement par une diminution soutenue de la demande de cette céréale au profit du mil (disponible en quantités importantes) car répondant plus aux habitudes alimentaires de la population nigérienne surtout en zones rurales.

Par rapport à la campagne de commercialisation précédente, à l'exception du mois de septembre 2009 période à laquelle les prix moyens du maïs, du sorgho et du riz importé ont respectivement enregistré une baisse de 10% et une stabilité (pour les deux derniers), les prix moyens pour toutes les céréales sont demeurés à des niveaux nettement plus hauts tout au long de la campagne de commercialisation 2008-2009.

De même, comparés aux moyennes des cinq dernières campagnes de commercialisation (2004-2008), toutes les céréales ont connu une augmentation significative de prix.

Début de la Campagne de commercialisation 2008/2009

Le mil

Après une évolution à la baisse au cours de la période (octobre/novembre) de la campagne de commercialisation 2008-2009, le prix moyen du mil à la consommation a

connu une légère hausse au mois décembre 2008 jusqu'en début d'année 2009 : +7% en janvier 2009. Cette hausse s'expliquait essentiellement par ;

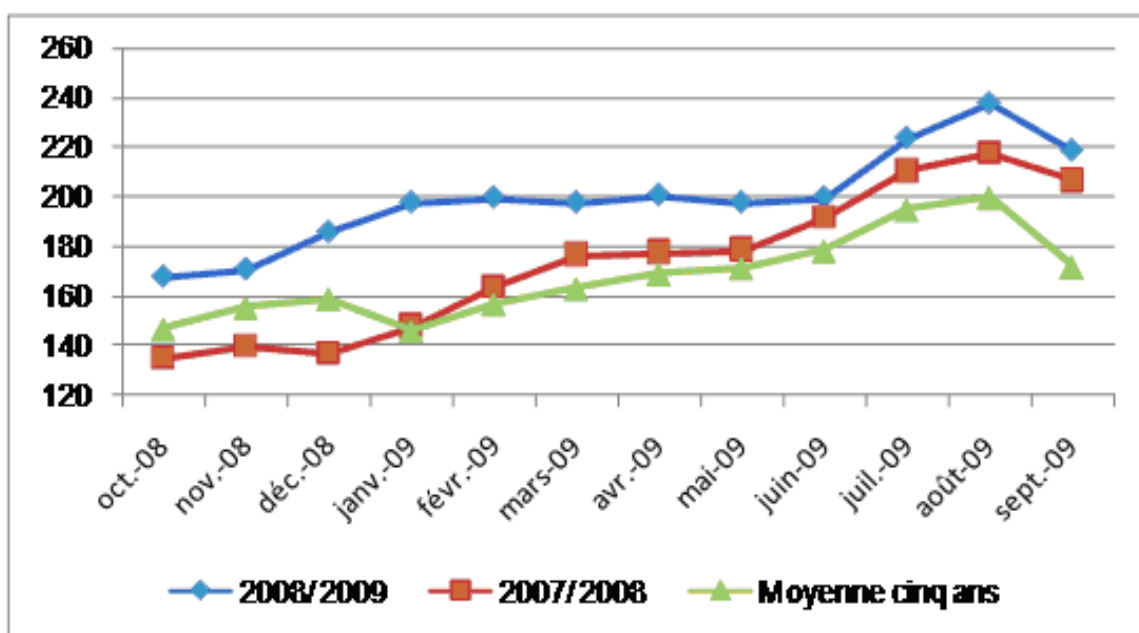
- Une baisse de présentation des céréales par les producteurs sur les marchés des zones de production ;
- Une reprise de la demande de ces produits par les commerçants après la période de Tabaski largement dominé par les transactions sur le bétail ;
- Une augmentation occasionnelle des coûts de transports dans certaines zones rurales de Maradi, Zinder et Diffa liée à la pénurie du carburant sur le marché parallèle.

L'évolution des prix du mil va se stabiliser dès le mois de février 2009 pour se maintenir jusqu'au mois de juin 2009. Le niveau du prix moyen est resté au tour de la barre de 198 F CFA/kg.

Cette stabilité du prix à la consommation, au cours de cette période, s'explique par un bon niveau de l'offre sur les marchés nigériens grâce à l'importance et à la régularité des importations et des flux inter régions.

Par rapport à la campagne précédente, la campagne de commercialisation 2008/2009 a connu des niveaux de prix moyens nettement plus haut avec des écarts variant entre +25% en octobre 2008 et +4% en septembre 2009.

Comparé à la moyenne des cinq dernières années, le prix moyen du mil a présenté tout au long de cette campagne de commercialisation des niveaux plus hauts (cf. figure 7).



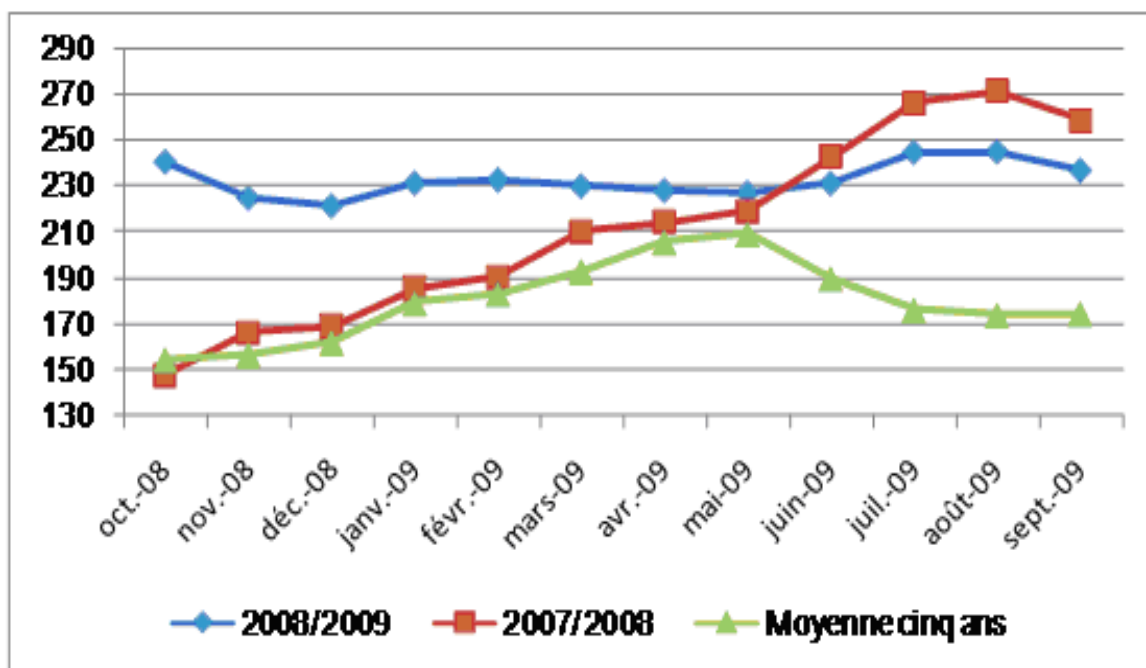
Source : SIMA

Figure 2 : Evolutions comparées des prix moyens du mil sur l'ensemble du pays : campagnes 2007/2008, 2008/2009 et moyenne des cinq ans

Le maïs

Le maïs constitue pour le Niger une céréale essentiellement importée. Les principaux pays d'importations sont le Nigeria, le Bénin, le Ghana, le Burkina-faso et le Mali. L'approvisionnement des marchés en cette céréale est suffisant du fait de la régularité des importations comme en témoigne la baisse de prix au dernier trimestre 2008 et la stabilité des prix au cours de deux premiers trimestres de l'année 2009.

Cependant, par rapport à la campagne de commercialisation précédente et à la moyenne des cinq dernières années, hormis la période juin – septembre 2009 où le prix moyen du maïs est en dessous de celui de la même période de la campagne 2007/2008, la présente campagne connaît depuis son démarrage des prix plus haut (figure 8).



Source : SIMA

Figure 3 : Evolutions comparées des prix moyens du maïs sur l'ensemble du pays : Campagnes 2007/2008, 2008/2009 et moyenne des cinq ans

Le riz

Tout comme celui du maïs, le marché du riz reste marqué par une stabilité des prix au détail (472 F CFA/kg en moyenne) de décembre 2008 au mois de septembre 2009 en raison de la régularité et de la diversité des importations qui constituent l'essentiel de l'offre sur les marchés nigériens.

Les niveaux de prix au cours de cette campagne demeurent largement au dessus de ceux de la campagne précédente et de cinq dernières campagnes (en moyennes) sauf au troisième trimestre 2009 où la hausse de prix est de faible amplitude.

Le riz local est également commercialisé au Niger mais sur un nombre limité des marchés situés notamment dans les régions du fleuve. Malgré sa liaison aux cycles de cultures (pluviales et irriguées), l'évolution de prix du riz local n'a pas connu des grandes fluctuations durant la campagne de commercialisation 2008/2009 (entre 428 F CFA /kg en octobre 2008 et 406 F CFA/kg en septembre 2009).

Evolution des prix du bétail

La campagne de commercialisation du bétail 2008-2009 a été surtout marquée par les faits suivants :

- une hausse du volume des animaux présentés et vendus au niveau de toutes les espèces oscillant entre 1% et 21% ;
- un taux de vente stable variant entre 52% et 69% selon les espèces ;
- un baisse des termes de l'échange bétail/céréale ;

Comparativement à la campagne 2006-2007, on note également une hausse des présentations et des ventes des animaux. La hausse est comprise entre 11% et 39% pour l'offre ; 9% et 39% pour la demande.

Marché des bovins

Le marché des bovins a été caractérisé par une hausse de l'offre et de la demande respectivement de 4% et 7% par rapport à la campagne de commercialisation 2007-2008. Mais comparées à celle de 2006-2007, on constate que l'offre a augmenté de 7% et la demande de 3%.

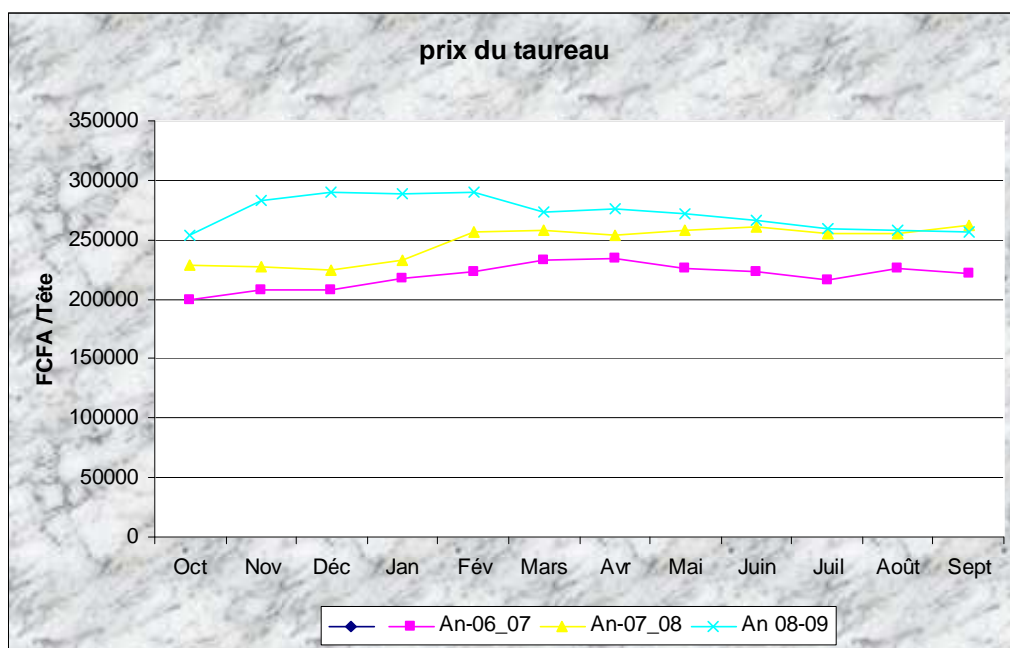
Le taux de vente enregistré en 2008-2009 est de 61% contre 62% pour la campagne 2007-2008 et 63% pour la campagne 2006-2007.

D'une manière générale, les prix moyens des bovins ont connu une hausse significative au niveau de toutes les catégories par rapport à la campagne passée. Cet accroissement est de 10% pour le taureau et le taurillon, 8 % pour la vache, et 11 % pour la génisse.

En plus, on constate que les prix des bovins ont évolué à la hausse selon les catégories au cours de la campagne. C'est ainsi qu'une évolution positive du prix du taureau a été observée. En effet, hormis une baisse de 2% observée au cours du mois d'août 2009, les prix du taureau ont connu une amélioration variant entre 1% et 30% au cours de la campagne de commercialisation.

Les prix du taurillon et de la vache ont évolué à la hausse (pendant la période allant d'octobre 2008 à juin 2009) avant de connaître une baisse pour le reste de la campagne du fait de l'état de dégradation de l'embonpoint des animaux mais aussi de la mauvaise fréquentation des marchés par les acheteurs du Nigeria. Ainsi, l'augmentation a varié entre 1% et 29% pour le taurillon ; 1% et 27% pour la vache. Quant aux baisses constatées, elles varient entre 2% et 8% pour la vache ; 1% et 3% pour le taurillon.

Enfin par rapport à la campagne de commercialisation 2006-2007, on constate que les prix des bovins sont restés à la hausse au niveau de l'ensemble des catégories et tout au long de la campagne. On note en moyenne une hausse de 24% pour le taureau ; 23% pour le taurillon et la vache et 27% pour la génisse.



Source : SIMB

Figure 4 : Variation des prix des taureaux

Marché des ovins

A l'instar des bovins, le marché des ovins a enregistré une hausse des présentations et ventes respectivement de 15% et 22% par rapport à la campagne de commercialisation précédente. Comparée à celle de 2006-2007, on constate que les volumes pour l'offre et la demande affichent également une hausse respective de 36 % et 39 %.

Le taux de vente est de 62% contre 61% pour la campagne 2007-2008 et 59% pour la campagne 2006-2007.

Le volume des présentations et ventes a globalement évolué à la hausse sur toute la campagne. On constate toutefois que cette hausse cache des disparités inter mensuelles. C'est ainsi qu'on note une baisse de 15% en février, 12% en juin et 9% en août 2009. La demande a aussi subi la même tendance avec une baisse de 13%, 4%, 14% et 6% respectivement en février, mars, juin et août 2009.

On remarque qu'un approvisionnement soutenu des marchés en ovins est intervenu au cours du premier semestre de l'année en raison des fêtes de Tabaski et de Noël. Quant à la demande, elle s'est étalée sur toute l'année du fait de la présence des acteurs étrangers et de la demande intérieure.

Les prix moyens des ovins ont globalement évolué à la hausse au niveau de l'ensemble des catégories par rapport à la campagne écoulée. Pour le bélier, on note une augmentation étalée sur toute l'année à l'exception des mois de février et mars 2009 où respectivement une stabilité et une baisse de 9% ont été enregistrées. Pour le reste de la campagne, la hausse des prix est comprise entre 4% et 33%.

Au niveau de la brebis par contre, les prix moyens ont évolué à la hausse tout au long de la campagne. Cette hausse varie entre 6% et 32%.

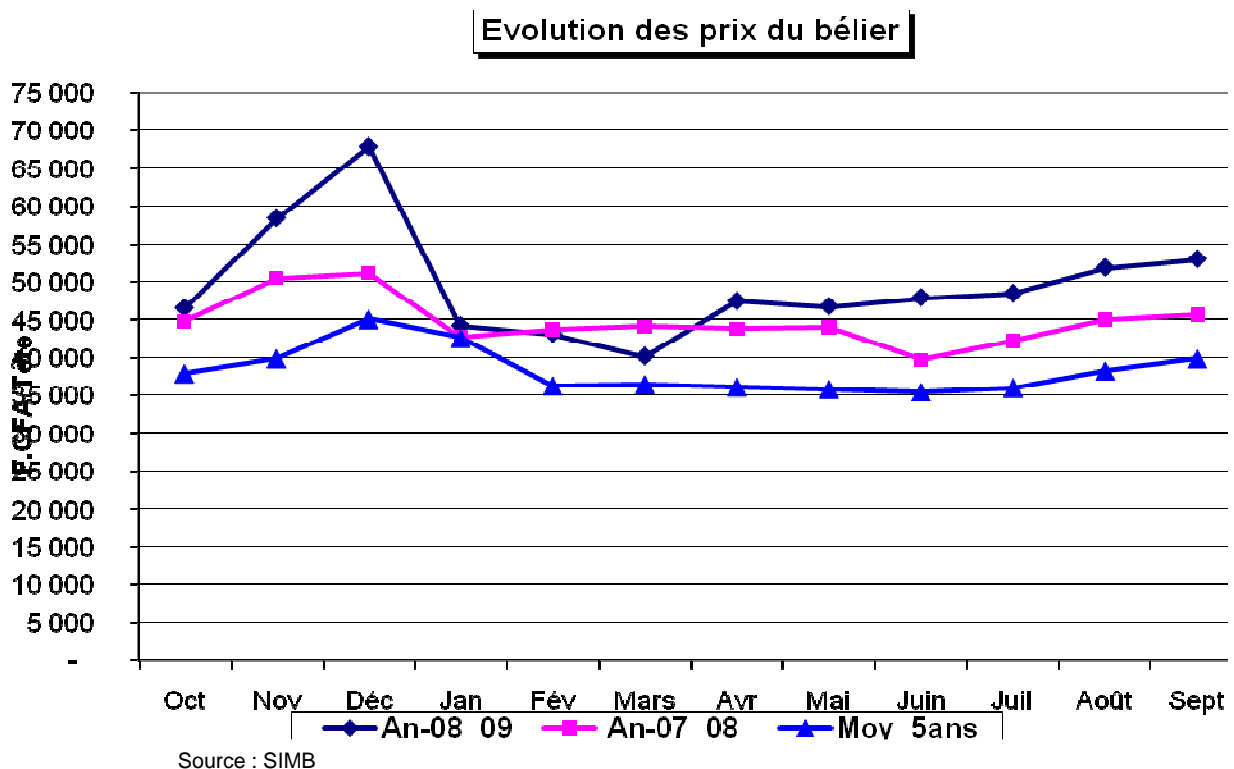


Figure 5 : Variation des prix des béliers

Marché des caprins

Le déficit fourrager enregistré au cours de la campagne de commercialisation précédente a eu comme conséquence une pression sur les petits ruminants pour subvenir aux besoins nutritionnels des animaux et des éleveurs. En effet, cela a permis un bon approvisionnement des marchés à bétail. Ainsi, les présentations et ventes ont connu une augmentation respective de 13% et 11% comparativement à la campagne passée.

Le taux de vente de la campagne qui est de 69% est resté stable par rapport à la campagne écoulée même si une baisse de 2% a été observée par rapport à la campagne 2006-2007.

L'offre de caprins a subi la même tendance observée au niveau des ovins, c'est-à-dire une tendance à la hausse tout au long de la campagne de commercialisation en dépit d'une baisse observée en février (18%), juin (21%) et août 2009 (15%).

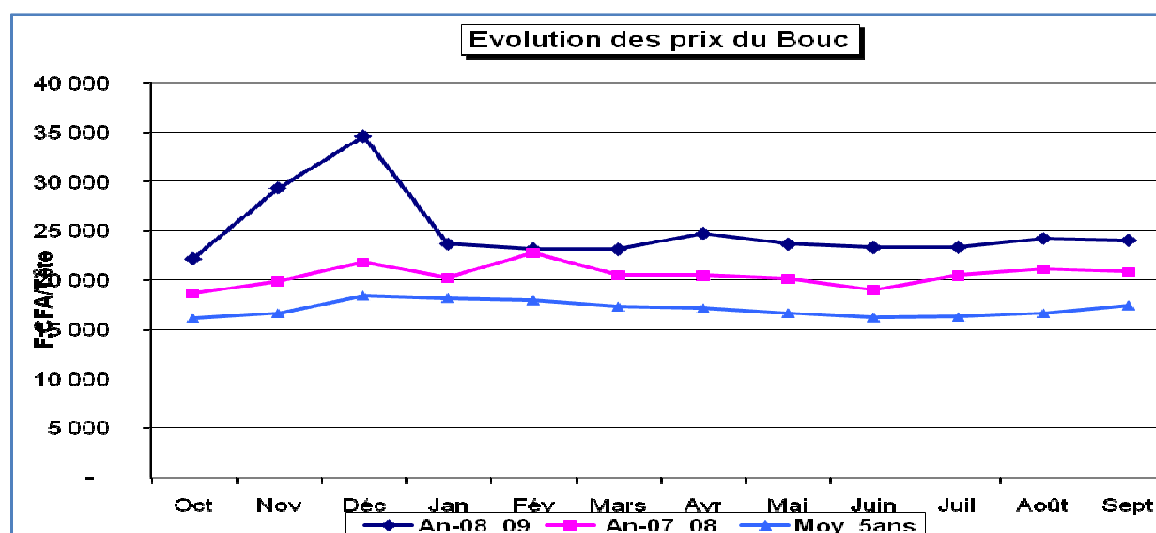
Quant à la demande, elle a connu une augmentation significative au cours des quatre premiers mois précédant la Tabaski et les fêtes de fin d'année. Elle a ainsi connu au cours de cette période une variation fluctuant entre 34% et 66% selon les mois. Par ailleurs, une évolution à la baisse a été enregistrée au cours des cinq mois qui suivent la Tabaski avec une variation comprise entre **1% et 25%**. Toutefois, une hausse de cette demande a été observée au cours des mois de juin et juillet 2009.

Les deux derniers mois de la campagne de commercialisation marqués par une baisse de la demande en caprins du fait de l'occupation des acteurs par les travaux champêtres, de la remontée des animaux dans la zone pastorale et de la mauvaise fréquentation des marchés par les acteurs Nigériens.

Les prix moyens ont évolué à la hausse au niveau de toutes les catégories tout au long de la campagne de commercialisation. On relève ainsi en moyenne une amélioration des prix de 22% pour le bouc et 13% pour la chèvre par rapport à la campagne 2007-2008.

Cependant, les variations inter mensuelles indiquent une hausse comprise entre 2% et 59% pour le bouc ; entre 7% et 36% pour la chèvre.

L'analyse des prix par rapport à la moyenne des cinq dernières années révèle une augmentation des prix fluctuant entre 29% et 86% pour le bouc et entre 22% et 67% pour la chèvre.



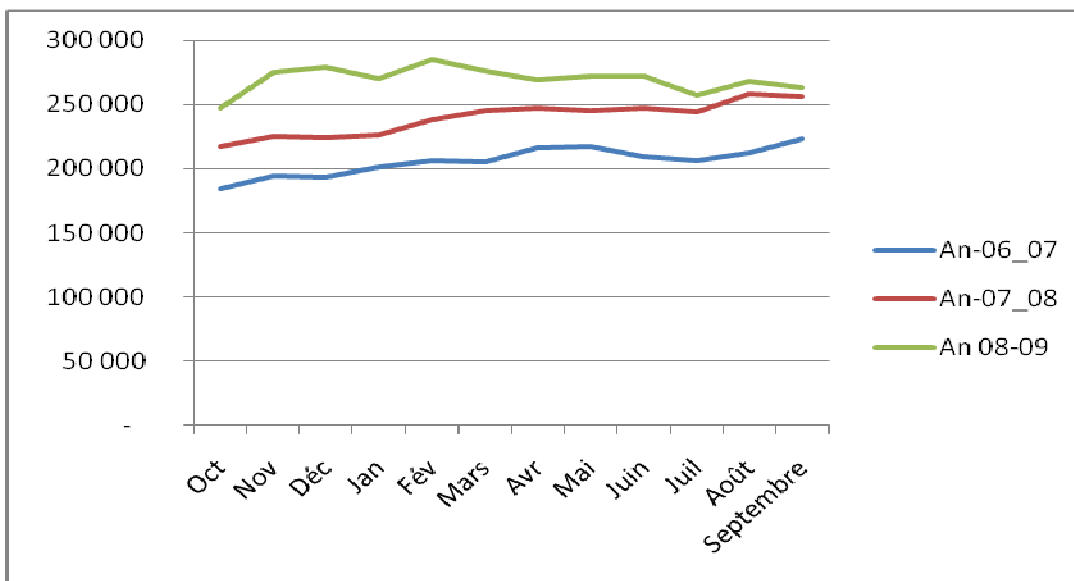
Source : SIMB

Figure 6 Variation des prix des boucs

Marché des Camelins

Les présentations et ventes des camelins ont augmenté respectivement de 3% et 1% par rapport à la campagne précédente. Le taux de vente de la campagne qui est de 53% dégage une stabilité par rapport aux deux dernières campagnes.

Les prix des camelins indiquent en moyenne une progression de 12% pour le chameau et 13% pour la chamelle. On remarque également une évolution des prix à la hausse sur toute la campagne selon les catégories. Ainsi, pour le chameau, la hausse varie entre 2% et 24%. Pour la chamelle, on note globalement une évolution à la hausse (entre 4% et 31%) pendant toute la campagne même si une légère baisse de 1% et 2% est intervenue au cours des mois de juin et août 2009.

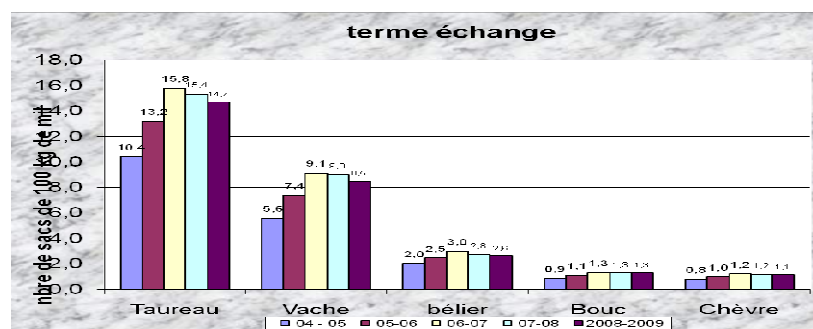


Source : SIMB

Figure 7 : Variation des prix des chameaux

Analyse des termes de l'échange

Malgré la hausse des prix du bétail, les termes de l'échange sont restés en défaveur des éleveurs du fait de la hausse de prix des céréales. Cette hausse est un phénomène mondial qui n'a pas épargné le Niger. C'est ainsi que l'équivalent céréalier a subi une baisse de 4% pour le taureau et le bélier, 6% pour la vache, et une stabilité pour les catégories des caprins par rapport à la campagne de commercialisation précédente.



Source : SIMB

Figure 8 : Niveaux moyens de l'Equivalent Céréaliier par campagne

4. ANALYSE DE LA VULNERABILITE ET DE L'ETAT NUTRITIONNEL

Zones à risque alimentaire identifié

Sur la base de l'exploitation des fiches d'identification des zones vulnérables, 6.130 villages et tribus répartis dans 211 zones sont déclarés déficitaires à plus de 50% ou sont situés dans des zones de déficit fourrager contre 3.811 en 2004/2005. La population concernée est estimée à 5.753.679 habitants soit 39,3% de la population totale du Niger, contre 29,8% en 2004/2005. La proportion de la population déficitaire est très importante dans les régions de Diffa, Tahoua et Tillabéri.

Population vulnérable identifiée

L'analyse de la situation alimentaire des ménages s'est fondée sur une analyse statistique de trois indicateurs (la durée des stocks, la possession de bétail et l'indice de stratégie d'adaptation) mesurant en partie deux dimensions de la sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité); par conséquent les données ne permettent pas d'appréhender l'insécurité alimentaire qui repose sur les trois dimensions: disponibilité, accessibilité et l'utilisation.

Les résultats présentés portent sur la vulnérabilité alimentaire des ménages et ne sont donc pas comparables à ceux des enquêtes des années précédentes.

L'analyse globale dégage 4 catégories de ménages qui sont :

- *Les ménages les plus vulnérables* : 20,0% de la population enquêtée sont dans cette situation, nécessitant un appui urgent dans les court et moyen termes. Il représente 400.300 ménages, soit environ 2.700.000 personnes ;
- *Les ménages modérément vulnérables*: 38,2% de la population enquêtée, est dans une situation de vulnérabilité modérée. Ce groupe constitué de 729.830 ménages (soit 5.100.000 personnes) a besoin d'une assistance à moyen terme ;
- *Les ménages faiblement vulnérables*: 32,7% de la population enquêtée est faiblement vulnérable. Ce groupe est constitué de 622650 ménages ;
- *La dernière catégorie est constituée de ménages non vulnérables.*

Ces résultats indiquent qu'environ 6 ménages sur 10 (58,2%), soit environ 7.800.000 personnes sont plus vulnérables ou modérément vulnérables.

Les ménages faiblement vulnérables et les non vulnérables, soit 41,7% des ménages (environ 4 ménages sur 10) peuvent couvrir leurs besoins alimentaires jusqu'aux prochaines récoltes si des chocs exogènes graves liés notamment aux marchés ne contribuent à une détérioration rapide de leur situation alimentaire

Situation nutritionnelle

Au vu des données recueillies par le système national d'informations sanitaires, il ressort que la situation nutritionnelle est caractérisée par la persistance d'un niveau élevé de malnutris sévères.

ACTIONS OU INTERVENTION D'URGENCE EN COURS ET/OU PROGRAMMEES

Au vu de la situation alimentaire, le Gouvernement a jugé nécessaire de faire le point des ressources disponibles (financier et physique) et de dégager des orientations basées sur des priorités à travers un plan d'interventions dans lequel toutes les actions doivent s'inscrire y compris celles des autres partenaires.

Les actions prévues dans ce plan seront dans un premier temps concentrées dans les zones vulnérables où 3 496 584 personnes sont concernées. En fonction de l'évolution de la situation, le champ des interventions sera élargi.

Ressources disponibles

Les ressources disponibles dans les différents comptes du dispositif et de l'OPVN sont évaluées à 7 482 175 252 FCFA. Il est attendu des contributions de 1 589 733 350 de FCFA (Dispositif) au titre de l'année 2010, ce qui porte à 9 071 908 602 10 071 908 602 FCFA le total des ressources. Au niveau des stocks, 105 910,5 tonnes sont disponibles dont 4 471 tonnes au niveau des BC des zones vulnérables de cette année.

Il convient de préciser que les 1,5 milliards de la DUE sont répartis comme suit : 1 milliard pour acheter des céréales à travers l'OPVN dont le paiement se fera directement par le Trésor Public et 573 millions seront versés dans le FCD. La procédure de décaissement a déjà été lancée.

Etat des ressources financières

TYPE DE FONDS	SITUATION DES FONDS		TOTAL
	DISPONIBLES	ATTENDUES	
FCD	1 239 615 713	573 000 000 (DUE) 1 016 733 350 (Espagne)	2 829 349 063
FSA	2 242 559 539		2 242 559 539
OPVN	4 000 000 000 (Etat)		4 000 000 000
TOTAL	7 482 175 252	1 589 733 350	9 071 908 602

Etat des stocks

TYPE	Quantité (T)
SNS	21 884,5
OPVN	42 207,0
BC	41 819,0
TOTAL	105 910,5

dont 4 471 T en zones vuln

Stratégie de mise en oeuvre

En fonction de l'urgence des interventions, le Gouvernement a défini les actions prioritaires suivantes :

Priorité 1

- *Cash for work*

Le Cash for work est retenu pour les avantages qu'il apporte aux populations vulnérables. Il permet de faire facilement un ciblage sur la base d'un processus d'auto-sélection. Il permet en même temps d'augmenter les revenus des populations, de restaurer l'environnement et de lutter contre les migrations en fixant les populations concernées. Il a aussi l'avantage de leur faciliter une autonomie de choix dans la satisfaction de leurs besoins ainsi qu'une rapidité et une grande facilité dans la mise en œuvre. C'est pourquoi, **il a été décidé de privilégier le CFW dans les zones vulnérables.**

L'objectif est de permettre à **30% des ménages vulnérables, environ 149 854 ménages** (sur la base d'une moyenne de 7 personnes par ménage), de bénéficier d'un montant de 1000 FCFA par jour sur une période de 30 jours de travail par mois pendant trois mois. Ceci correspond à un montant de 90 000 FCFA/ménage ou environ 450 kg de céréales (soit environ 28 % des besoins selon la norme de consommation de 230 kg/pers./an). Les besoins financiers en rémunération sont évalués à **13 486 860 000 FCFA**. Les frais de mise en œuvre, le suivi-évaluation et les audits constitueront environ 15% de ce montant soit un équivalent de **2 023 029 000 CFA**. Ainsi le budget global requis pour ces activités est de **15 509 889 000 FCFA**.

Cette opération se propose de privilégier le financement des actions de réhabilitation pouvant contribuer à la mise en valeur d'infrastructures déjà existantes dans les zones vulnérables. Il concernera en priorité des actions de valorisation des banquettes, de protection des cuvettes contre l'ensablement et des arbres contre l'érosion. D'autres types de travaux (récupération de terres, création/sur creusage et ou aménagement de mares, l'irrigation, la réhabilitation de pistes rurales, etc...) seront également pris en compte en fonction de leur pertinence.

Ces travaux se réaliseront autour de grands chantiers permettant de renforcer les capacités de production et d'ajustement des populations et d'améliorer leurs conditions de vie. Des propositions seront faites par les services techniques ou les ONG qui en assureront la maîtrise d'ouvrage. Les comités sous régionaux de prévention et de gestion des crises alimentaires auront la charge de valider les propositions qui seront faites en tenant compte du ciblage des zones identifiées vulnérables. Cette activité sera couplée au renforcement et/ou création des BC pour assurer la disponibilité des céréales dans ces zones.

- *Banques céréalières*

Il est crucial de pouvoir coupler le Cash for work qui permet d'augmenter les revenus des populations cibles au renforcement et/ou création de BC afin de faciliter l'accès aux céréales.

Les banques céréalières constituent un deuxième niveau de réserve stratégique pour les populations en rendant disponibles et accessibles les céréales de base pendant les périodes de soudure. C'est pourquoi, le Gouvernement accorde une attention particulière à la disponibilité de stocks de proximité.

Dans les zones vulnérables identifiées cette année, il a été dénombré 1 054 BC avec un stock actuel de 4 741 tonnes. Pour leur mise à niveau, un volume de **5 320 tonnes** est nécessaire.

Par ailleurs, le nombre de BC à créer dans ces zones est estimé à 849 BC avec un besoin en céréales de **8 490 tonnes**. Le besoin total en céréales (renforcement et création) nécessaire est estimé à **13 810 tonnes**.

Le coût d'acquisition de ces céréales est de 2 762 000 000 FCFA et les frais opérationnels (25% de la valeur des céréales) sont de 690 500 000 FCFA. Ainsi, le coût total de l'opération est estimé à **3 452 500 000 FCFA**.

Le choix des BC à renforcer se fera sur la base des propositions des comités sous-régionaux et des ONG ayant une grande expérience dans ce domaine.

- *Renforcement des stocks céréaliers*

Pour réaliser l'ensemble des actions prévues, il est nécessaire d'avoir un stock de **215 854 tonnes** de céréales. Déduction faite du disponible existant SNS, OPVN, PAM et BC des zones vulnérables (62 500+ 19 180+ 4 741 = 86 421 tonnes), il restera un gap de 129 433 tonnes à combler dont le coût d'acquisition est de **25 886 600 000 FCFA**.

Priorité 2

- *Vente de céréales à prix modéré*

L'opération prévoit d'injecter **60 000 tonnes** de céréales en deux phases. Par phase 30 000 tonnes seront positionnées dans les **zones vulnérables** ou l'on estime que les ménages disposeront de ressources financières pour s'approvisionner. En fonction de l'évolution de la situation, le Gouvernement décidera de l'opportunité de lancer une telle opération.

L'objectif est de permettre à environ 30% des vulnérables et modérément vulnérables (1 048 975 personnes ou 149 854 ménages) de disposer d'une ration de trois mois, soit 57kg par personne.

La mise en œuvre de cette opération sera confiée à l'OPVN. Le coût total est évalué à **13 800 000 000 FCFA** dont 12 000 000 000 FCFA pour l'achat des céréales et 1 800 000 000 FCFA de frais opérationnels (15%) représentant le transport, la manutention et les autres charges.

- *Appui à la production*

Dans les zones vulnérables environ 1 378 017 personnes devraient bénéficier d'une distribution gratuite ciblée pendant la soudure afin de leur permettre de s'adonner aux travaux champêtres en toute quiétude. Les ménages cibles sont caractérisés par un stock alimentaire qui ne permet de couvrir que des besoins de 0.3 mois (10 jours) et par une faiblesse de capital bétail (environ 1.9 UBT par ménage). La distribution gratuite ciblée est prévue **couvrir les besoins de 3 mois**. Il est prévu de donner à chaque ménage une ration de 400kg de céréales.

Le besoin en céréales est de **79 544 tonnes**. Le coût d'acquisition des céréales est de **15 908 800 000 FCFA** et les frais de mise en œuvre y compris le transport sont évalués à **3 977 200 000 FCFA** (25%) soit un coût total de **19 886 000 000 FCFA**.

La mise en œuvre sera confiée aux comités régionaux et sous régionaux de prévention et de gestion des crises alimentaires des zones qui seront identifiées et la mise en place des céréales à l'OPVN.

- *Approvisionnement en semences*

Pour permettre aux producteurs des **zones déficitaires** de préparer la campagne agricole 2010 dans les conditions adéquates, le Plan prévoit un programme d'appui en semences d'urgence aux villages déficitaires.

L'objectif visé est d'apporter un appui de 10 kg de semences par ménage pour environ 357 142 ménages déficitaires soit une quantité totale de **3 571 tonnes** de semences. Il est à noter que la FAO est pressentie pour un montant de 643 815 000 FCFA pour la distribution des semences et engrais pour la campagne d'hivernage prochaine.

Le coût estimatif d'achat des semences est de **1 785 500 000 FCFA** (500.000 F la tonne) et les frais relatifs à la mise en œuvre de cette opération (transport, suivi, évaluation) sont de 357 100 000 FCFA. Le coût total est alors de **2 142 600 000 FCFA**.

Aussi, pour faire face aux difficultés alimentaires en perspective dans les zones à fort déficit, un programme d'urgence de cultures irriguées est initié par le Ministère du Développement Agricole dans tous les villages déficitaires de cette année disposant de potentialités. Il s'agira de prévoir la mise en valeur de superficies en collaboration avec ses partenaires. Le montant global de cette opération sera déterminé ultérieurement par le MDA.

- *Reconstitution du Stock National de Réserve*

Son niveau optimal est de 110 000 tonnes dont 80.000 tonnes de stock physique (SNS) et 30.000 tonnes de réserves financières (FSA).

Le stock actuel disponible est de 62.500 tonnes (SNS et RAS). Ces stocks devraient être utilisés dans les différentes opérations prévues dans le plan. Il faudrait alors les reconstituer au moment des récoltes. Le coût d'acquisition des 62 500 tonnes de céréales rendu magasin est estimé à **12 500 000 000 FCFA**.

- *Intrants zootechniques*

Le déficit fourrager enregistré cette année cumulé à celui de l'année de 2008 nécessite de prendre des dispositions conséquentes afin d'aider le bétail à traverser la période de soudure dans des conditions acceptables. Pour cela, le programme d'urgence élaboré par le Ministère de l'Élevage et des industries animales et ses partenaires prévoit la mise en place d'intrants zootechniques. Les besoins pour l'ensemble des reproductrices sont estimés à **32.471 tonnes**. L'apport des éleveurs, projets, ONG, et Etat sont respectivement de 16235 tonnes, 5000 tonnes, et 11235 tonnes. Au regard du disponible en aliments bétails qui est de 840 t, et des apports tantôt mentionnés, le gap en aliment bétails à rechercher s'élève à **10 396 T**. Ils sont composés essentiellement de graines de coton de tourteaux de coton et de son de blé.

Le coût d'achat des intrants est estimé à **1 871 280 000 FCFA** et les frais opérationnels y compris transport s'élèvent à 415 840 000 FCFA. Ces quantités qui seront cédées à prix modéré aux éleveurs permettront de sauvegarder 10% de femelles reproductrices affectés par le déficit fourrager.

En outre, le Gouvernement a décidé dans un premier temps de faire le point du potentiel fourrager existant et de renforcer le maillage des points d'eau par la réalisation de nouveaux afin de permettre aux éleveurs d'utiliser le maximum de fourrage disponible. L'Etat a aussi décidé de procéder au déstockage des animaux au niveau des ranchs publics.

Volet nutritionnel

Les interventions de nutrition en 2010 sont programmées sur la base des données de suivi du Système National d'Informations Sanitaires ; des résultats des enquêtes nationales de vulnérabilité alimentaire, de nutrition et de survie ; et du passage aux nouvelles normes OMS de suivi de croissance des enfants. Elles s'inscrivent dans le cadre de la programmation de la Direction de la Nutrition, des Directions Régionales de la Santé Publique, des Districts Sanitaires et des hôpitaux régionaux.

Les stratégies sont centrées sur la prévention des problèmes de sous-nutrition et de prise en charge des couches les plus vulnérables. Toutes les actions seront menées dans le cadre strict de l'intégration des activités de tous les acteurs de la nutrition au système sanitaire publique. **Les partenaires appuieront directement le Ministère de la Santé Publique**, qui assurera la coordination et le suivi de toutes les activités.

Interventions	Prévision (FCFA)	Disponible (FCFA)		GAP (FCFA)
		Montant	Source	Montant
La poursuite de l'intégration des activités de nutrition dans plus de 420 formations sanitaires publiques (matériel de diététique et anthropométrique, intrants thérapeutiques et alimentaires)	1.440.000.000	176.500.000	Etat Coop. Suisse	1.263.500.000
La poursuite de l'exécution du partenariat avec les ONG et associations locales des activités de promotion de la croissance à assise communautaire dans 11 communes rurales	30.337.005	30.337.005	Etat Coop. Suisse	
La poursuite de la distribution ciblée des vivres à titre préventif (blanket feeding) à plus de 350.000 enfants de moins de 3 ans	5.238.100.000			5.238.100.000
Le renforcement de la prise en charge des enfants modérément sous-nutris et l'appui à la nutrition des malades vivant avec le VIH/Sida et la tuberculose	1.000.000.000	200.000.000	Etat	800.000.000
La communication et la sensibilisation des populations pour la promotion de l'allaitement maternel et la consommation des aliments locaux, notamment les fruits et légumes de terroir	64.794.280	64.794.280	Unicef	
La contribution au développement et à la multiplication des aliments fortifiés (huile OLGA et farines de Moulins du Sahel en vitamine A, farines MISOLA, etc.)	61.653.600	61.653.600	HKI	

La supplémentation en vitamine A de 100% des enfants de 6 à 59 mois et d'au moins 60% des femmes enceintes et en postpartum.	601.885.200	98.000.000	MI/Canada	503.885.200
Le renforcement de la surveillance alimentaire et nutritionnelle par les contrôles de qualité et d'innocuité des aliments y compris le sel iodé	9.700.000	9.700.000	OMS	
La participation au suivi des sites sentinelles des communes des zones vulnérables et aux enquêtes nationales de nutrition et de survie de l'enfant, le suivi du Système National d'Informations Sanitaires	30.325.000	30.325.000	Unicef	
La mise en œuvre des activités de nutrition des PAA des DRSP, DS et CHR (hormis les intrants thérapeutiques et alimentaires déjà pris en compte)	240.351.868	240.351.868	Etat, Unicef, HKI, CRF, FC, Save, Help, Mercy C. Plan Niger, etc.	
Total	8.717.146.953	911.661.753		7.805.485.200

Tableau récapitulatif des différents coûts :

Le coût total du plan de soutien est estimé à 104 142 375 953 FCFA. Le disponible est évalué à 28 366 618 896 FCFA et le montant à rechercher à 75 775 757 057 FCFA.

En ce qui concerne les ventes à prix modéré, il faut noter que des 104 milliards, 9 935 640 000 FCFA seront reversés à l'Etat.

	Ventilation des besoins			Disponible	A rechercher
	Coûts de mise en œuvre (fcfa)	Céréales nécessaires (T)	Coût total		
PRIORITE 1					
Cash For Work	15 509 889 000	-	15 509 889 000	2 000 000 000	13 509 889 000
Banques Céréalières (renforcement et création)	690 500 000	13 810	3 452 500 000	1 375 000 000	2 077 500 000
TOTAL 1	16 200 389 000	13 810	18 962 389 000	3 375 000 000	15 587 389 000
PRIORITE 2					
Appui à la production	3 937 720 000	79 544	19 846 520 000	8 419 957 143	11 426 562 857
Ventes à Prix Modérés	1 800 000 000	60 000	13 800 000 000	9 660 000 000	4 140 000 000
Appuis en Intrants alimentaires	2 287 120 000	-	2 287 120 000	-	2 287 120 000
Appui en Semences	2 142 600 000	-	2 142 600 000	-	2 142 600 000
Reconstitution des stocks	-	62 500	12 500 000 000	-	12 500 000 000
TOTAL 2	10 167 440 000	202 044	50 576 240 000	18 079 957 143	32 496 282 857
Nutrition	8 717 146 953	-	8 717 146 953	911 661 753	7 805 485 200
TOTAL I + II + N	35 084 975 953	215 854	78 255 775 953	22 366 618 896	55 889 157 057
Achat céréales (GAP)	-	129 433	25 886 600 000	6 000 000 000	19 886 600 000
TOTAL			104 142 375 953	28 366 618 896	75 775 757 057
Recettes ventes à prix modérés				9 935 640 000	

	Ventilation des besoins			Disponible	Taux de couverture en %
	Coûts de mise en œuvre (fcfa)	Céréales nécessaires (T)	Coût total (hypothèse d'achat à 200 000 fcfa/T)		
PRIORITE 1					
Cash For Work	15 509 889 000	-	15 509 889 000	2 000 000 000	13
Banques Céréalières	690 500 000	13 810	3 452 500 000	1 375 000 000	40
TOTAL 1	16 200 389 000	13 810	18 962 389 000	3 375 000 000	18
PRIORITE 2					
Appui à la production	3 937 720 000	79 544	19 846 520 000	8 419 957 143	42
Ventes à Prix Modérés	1 800 000 000	60 000	13 800 000 000	9 660 000 000	70
Intrants zootechniques	2 287 120 000	-	2 287 120 000	-	-
Appui en Semences	2 142 600 000	-	2 142 600 000	-	-
Reconstitution des stocks	-	62 500	12 500 000 000	-	-
TOTAL 2	10 167 440 000	202 044	50 576 240 000	18 079 957 143	36
Achat de céréales (GAP)	-	129 433	25 886 600 000	6 000 000 000	23
Nutrition	8 717 146 953	-	8 717 146 953	911 661 753	10
TOTAL GENERAL	35 084 975 953	215 854	104 142 375 953	28 366 618 896	

5. AUTRES MESURES PRISES PAR L'ETAT POUR SOUTENIR LES COUCHES LES PLUS VULNERABLES

Au vu de l'importance des ressources à mobiliser dans le cadre de la mise en œuvre du plan de soutien aux populations vulnérables, le Gouvernement du Niger a lancé un appel aux partenaires techniques et financiers afin qu'ils assistent les efforts de l'Etat dans l'atténuation de l'insécurité alimentaire qui prévaut.

Dores et déjà, l'opération de cash for work au niveau des zones les plus vulnérables, et celle consistant à la vente des céréales à prix modéré ont démarré sur l'ensemble du territoire national.

CONCLUSION / RECOMMANDATIONS

Les résultats définitifs de la campagne 2009/2010 dégagent un déficit de 119.700 tonnes sur la base de la consommation de la production de céréales locales (mil, sorgho, maïs et fonio). En intégrant, les autres céréales irriguées dont le riz et le blé, le déficit céréalier s'élève à 410.661 tonnes.

Cette situation est le fait des disparités inter et intra régionales observées dans le déroulement de la campagne en dépit des efforts consentis par l'Etat avec l'appui de ses partenaires pour renforcer la production agricole au Niger. On note un excédent significatif à Dosso et Maradi ; et un déficit au niveau Agadez, Diffa, Niamey, Tillabéri et Zinder. La région de Tahoua dégage un équilibre fragile à Tahoua.

Sur le plan pastoral, le déficit est estimé à 16.000.000 de tonnes de matières sèches soit deux tiers des besoins globaux du cheptel estimés à 24 269 681 tonnes de matières sèches. Toutes les régions sont déficitaires mais les régions de Zinder, Tillabéri et Diffa sont les plus affectées.

Des résultats de l'exploitation des fiches d'identification des zones vulnérables, il ressort que la campagne agricole 2009/2010 s'apparente plus à la moins bonne campagne que le Niger a connue au cours des ces 7 dernières années, à savoir celle de 2004/2005.

Sur la base des informations disponibles, 6.130 villages et tribus répartis dans 211 zones sont déclarés déficitaires à plus de 50% ou sont situés dans des zones de déficit fourrager contre 3.811 en 2004/2005. La population concernée est estimée à 5.753.679 habitants soit 39,3% de la population totale du Niger, contre 29,8% en 2004/2005. La proportion de la population déficitaire est très importante dans les régions de Diffa, Tahoua et Tillabéri.

Pour mieux apprécier le degré d'insécurité alimentaire suite à une campagne agropastorale dont les résultats sont moins satisfaisants, une enquête rapide a été diligentée cette année.

Les résultats des premières analyses dégagent des perspectives alimentaires difficiles si des dispositions urgentes et efficaces ne sont pas prises pour juguler les risques de crises alimentaires qui se profilent. En effet, le niveau de vulnérabilité des départements issu de l'exploitation des fiches est comparable à celui de la campagne agropastorale 2004/2005 qui précède la crise de 2005. En outre, les résultats de l'enquête rapide montrent un niveau d'insécurité alimentaire sévère de 20% ; un tel niveau n'a jamais été atteint depuis l'organisation chaque année, à partir de 2006, de l'enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.

L'analyse globale dégage 4 catégories de ménages qui sont :

- Les ménages les plus vulnérables : 20,0% de la population enquêtée sont dans cette situation, nécessitant un appui urgent dans les court et moyen termes. Il représente 400.300 ménages, soit environ 2.700.000 personnes ;
- Les ménages modérément vulnérables: 38,2% de la population enquêtée, est dans une situation de vulnérabilité modérée. Ce groupe constitué de 729.830 ménages (soit 5.100.000 personnes) a besoin d'une assistance à moyen terme ;
- Les ménages faiblement vulnérables: 32,7% de la population enquêtée est faiblement vulnérable. Ce groupe est constitué de 622.650 ménages ;

- La dernière catégorie, soit 9% de la population est constituée de ménages non vulnérables.

Les départements où les plus fortes proportions des ménages sont vulnérables sont celles de Abalak (62,2% de la population), Tahoua département (46,7% de la population), Keita (46,6% de la population), Tchintabaraden (42,2% de la population), Mainé-Soroa (40,0% de la population), Illéla (39,5%), Tessaoua (36,9% de la population), Aguié (33,5% de la population), Tillabéri département (33,1% de la population), Ouallam (31,6%), et Bouza (26,4% de la population).

De l'analyse de la situation alimentaire prévisionnelle du pays, il est à craindre un rapide amenuisement des stocks paysans, une forte volatilité des prix des céréales de base, une chute drastique des prix du bétail consécutivement à un bilan fourrager très déficitaire pour une deuxième campagne consécutive, un probable rapide épuisement des capacités d'adaptation des ménages en insécurité alimentaire avec comme corollaire leur endettement excessif par rapport à leur capacité de remboursement, une forte propension à des migrations de ménages entiers.

D'ores et déjà, l'évolution de la situation des prix du mil est marquée par des hausses respectives de 11% et 5% par rapport à la même période des années 2005 et 2009 et de 9% par rapport à novembre 2009. En outre, les termes de l'échange, bétail contre vivre commencent à s'éroder. Ainsi, les termes de l'échange qui se situaient à 7,8 sacs contre un taureau en novembre 2009 sont retombés à 6,9 sacs contre un taureau en début mars 2010. Pour les petits ruminants, ils sont respectivement de 3,6 sacs en novembre 2009 contre 2,3 sacs en mars 2010 pour le bélier et de 1,5 sac contre 1,2 sac pour la chèvre pour les mêmes périodes. Ceci traduit un premier niveau de détérioration du pouvoir d'achat des plus démunis et l'amorce des difficultés d'accès aux céréales de base.

Pour faire face à la situation, l'Etat, avec l'appui des partenaires, a initié un vaste programme d'appui aux populations vulnérables. Des actions d'atténuations de crises alimentaires sont lancées sous diverses formes. Il a aussi décidé du renforcement du système de suivi de la situation alimentaire à travers la mise en place d'un système de suivi permanent rapproché et étendu, l'organisation d'enquêtes rapides de réévaluation, de missions d'évaluation sur le terrain, de réunions élargies à tous les acteurs intervenant dans le domaine, ainsi que d'autres actions spécifiques pour une meilleure connaissance de l'évolution de la situation alimentaire sur le terrain.

Aussi, un appel à l'aide alimentaire a été lancé à la communauté internationale.

ANNEXES

Synthèse nationale résultats définitifs

Situation des zones vulnérables

RESULTATS DEFINITIFS 2009
SYNTHESE NATIONALE

Régions		Mil	Sorgho	Maïs	Riz	Fonio	Niébé	Arachide	Coton	Sésame	Souchet	Voandzou	Oseille	Gombo
AGADEZ	Superficie	145	-	887			887							
	Rendement	498	-	802			802							
	Production	72	-	711			711							
DIFFA	Superficie	152,583	13,119		47		20,815	4,104				170	376	
	Rendement	196	191		1,780		32	127				199	211	
	Production	29,968	2,509		84		665	522				34	79,336	
DOSSO	Superficie	1,136,316	113,632	403	6,538	2,538	918,122	102,673	226	2,006	183	46,628	90,587	436
	Rendement	552	507	1,313	1,950	1,268	220	441	650	401	230	447	287	795
	Production	627,520	57,644	529	10,419	3,218	201,537	45,256	147	805	42	20,842	26,025	347
MARADI	Superficie	1,476,109	817,674	222			906,281	224,391	1,594	75,060	7,774	16,519	60,091	1,012
	Rendement	417	273	605			186	489	650	637	4,254	347	238	975
	Production	615,704	223,620	134			168,168	109,784	1,036	47,814	33,073	5,732	14,308	986
TAHOUA	Superficie	1,242,518	487,391	29			845,910	89,282		4,546			7,215	1,178
	Rendement	370	379	470			216	388		244			237	348
	Production	460,066	184,961	14			182,602	34,625		1,110			1,713	409
TILLABERI	Superficie	1,278,550	193,587		7,467		625,046	27,277		9,061		8,904	20,998	14,561
	Rendement	382	332		1,288		227	477		659		400	148	1,074
	Production	488,084	64,306		9,614		141,808	13,010		5,969		3,562	3,115	15,635
ZINDER	Superficie	1,199,950	916,917				824,684	140,600		56,420		14	13,930	179
	Rendement	365	223				107	357		350		447	144	1,192
	Production	437,481	204,277				88,385	50,132		19,726		6	2,004	213
C.U.N.	Superficie	26,973	2,396				14,548	324		724		14	776	84
	Rendement	703	561				247	517		288		447	131	395
	Production	18,960	1,343				3,597	167		209		6	102	33
NIGER	Superficie	6,513,144	2,544,716	1,541	14,052	2,538	4,156,293	588,651	1,820	147,817	7,957	72,249	193,973	17,450
	Rendement	411	290	901	1,432	1,268	189	431	650	512	4,162	418	244	1,010
	Production	2,677,855	738,661	1,389	20,117	3,218	787,472	253,497	1,183	75,632	33,115	30,182	47,345	17,623

Superficie: Ha

Rendement: Kg/Ha

Production: Tonnes

**SYNTHESE DU NOMBRE DE VILLAGES ET POPULATIONS DES ZONES
VULNERABLES PAR COMMUNE, DEPARTEMENT ET REGION EN 2009
/2010**

-	Déficit céréalier
-	Déficit céréalier et fourrager
-	Déficit fourrager

REGION	DEPARTEMENT	COMMUNE	NOMBRE DE VILLAGES CONCERNES	POPULATION VULNERABLE TOTALE
AGADEZ	TCHIROZERINE	Tabelot	31	19,531
		Dabaga	39	14,391
		Tchirozérine	43	33,646
		Ingall	13	40,262
		Aderbissinat	8	23,493
	TOTAL	5	134	131,322
	ARLIT	Danet	20	5,807
		Timia	23	8,430
		Iférouane	38	10,474
		Gougaram	14	5,133
		Arlit	9	13,284
	TOTAL	5	104	14,237
	BILMA	Fachi	2	3,250
		Djado	2	1,286
		Dirkou	7	10,508
		Bilma	3	3,860
	TOTAL	4	14	18,904
AGADEZ	Agadez Commune	13	10,230	
TOTAL	1	13	10,230	
TOTAL REGION	15	265	155,789	
DIFFA	MAINE SOROA	Mainé Soroa	85	89,211
		Goudoumaria	114	97,485
		N'guelbeyli	8	2,984
		Foulatari	12	6,980
	TOTAL	4	219	196,660
	Diffa Commune	Diffa Commune	27	37,341
	TOTAL	1	27	37,341
	N'guigmi	N'guigmi	48	34,877
		Kabléwa	4	2,828
		Ngourti	179	28,187
	TOTAL	3	231	65,892
	Diffa département	Gueskerou	55	38,772
		Bosso/Dagaya	70	32,664
		Toumour	13	4,174
		Chetimari Nord	30	10,747
Chetimari Sud		63	16,401	
TOTAL	5	231	102,758	
TOTAL DIFFA	13	708	402,651	
DOSSO	DOSSO	KARGUI BANGOU	4	1,597
		FAREY	15	7,987
		TESSA	8	5,697

	SAKADAMNA	5	3,108	
TOTAL		4	32	
BOBOYE	HARIKANASSOU	11	6,407	
	FALMEY	14	22,462	
	GUILLADJE	4	7,280	
TOTAL		3	29	
LOGA	FALWEL	3	1,697	
	LOGA	6	4,692	
	SOKORBE	5	13,886	
TOTAL		3	14	
DOUTCHI	DOGON KIRYA	17	20,920	
	SOUCOUCOUTANE	10	13,140	
	KORE MAOROUA	3	4,770	
	DAN KASSARI	2	1,464	
	KIECHE	3	11,580	
TOTAL		5	35	
TOTAL DOSSO	15	110	126,687	
MARADI	Bader Goula	36	16,542	
	Kornaka	19	8,112	
	Sabon Machi	24	10,677	
	Maiyara	30	26,499	
	Dan Goulbi	27	8,746	
	Tagriss	41	9,667	
	Dakoro	48	21,078	
	Korhane	15	4,909	
	Azaghor	15	7,054	
	Roumbou	21	7,698	
	Birin Lalé	12	6,548	
	GADABEDJI	88	17,632	
	Bermo	114	22,477	
		13	490	167,639
	MADAROUNFA	Gabi EST	9	7,024
		Djirataoua EST	12	13,859
		Serkin Yama EST	9	4,317
		Safo CENTRE	11	18,324
		Dan Issa	26	13,771
		5	67	57,295
	MAYAHI	Tchaké	10	9,107
		Maireyreyeye	22	18,366
		Kanembakatché	21	35,604
Issawane		12	16,365	
Amoumoune		28	17,595	
Serkin Haoussa		30	28,688	
Mayahi		27	40,024	
Attantane		9	10,085	
	8	159	175,834	
TESSAOUA	Baoudéta	13	11,356	
	Ourafane	41	32,638	
	Maijirgui	39	40,803	
	Tessaoua	28	39,698	
	4	121	124,495	
GUIDAN ROUMDJI	Guidan Roundji	60	45,016	
	Chadakori	74	48,401	

		Guidan sory	22	16,515
		Sae Saboua	31	22,405
		Tibiri	51	27,627
		5	238	159,964
AGUIE		Aguié NORD	39	37,068
		Tchadoua SUD	16	12,035
		Gazaoua	7	13,136
		3	62	62,239
TOTAL MARADI		38	1137	747,466
TAHOUA	KONNI	ALLELA	24	28,621
		MALBAZA NORD	33	56,606
		KONNI	23	80,104
		TSERNAOUA	22	37,946
		BAZAGA	9	6,172
		YAYA	6	11,813
		DOGUERAOUA	49	62,600
	TOTAL	7	166	283,862
	MADAOUA	BANGUI (GUIDAN BAGOUARI)	55	46,037
		OURNO (MANZOU)	25	21,045
GALMA		8	8,850	
AZARORI		9	10,200	
SABONGUIDA		8	19,320	
TOTAL	5	105	105,452	
BOUZA	KAROFANE	16	16,647	
	ALLAKAYE	30	52,853	
	DEOULE	12	23,653	
	BOUZA	49	69,811	
	TAMA	14	19,314	
TOTAL	5	121	182,278	
ILLELA	ILLELA	44	72,116	
	BAGAROUA	36	37,945	
	BADAGUICHIRI	43	81,436	
	TAJAE NOMADE	10	24,876	
TOTAL	4	133	216,373	
TCHINTA	TCHINTA (DROUM)	84	66,587	
	TELEMCES	11	8,884	
	TILLIA	32	22,425	
	KAO	19	14,287	
	Tassara	51	21,807	
TOTAL	5	197	133,990	
ABALAK	TABALAK	16	23,526	
	AZZEYE	20	30,859	
	AKOUBOUNOU	22	23,951	
	ABALAK	40	38,174	
	Tamaya	41	15,304	
TOTAL	5	139	131,814	
KEITA	KEITA Centre et Nord Est	30	55,695	
	IBOHAMANE Nord et Est	56	60,448	
	GARHANGA	31	50,433	
	TAMASKE CENTRE	34	66,017	
TOTAL	4	151	232,593	
TAHOUA	BAMBEYE	17	24,607	
	KALFOU	19	26,216	

	TAKANAMAT	27	25,926	
	BARMOU	14	18,993	
	AFALA	20	21,011	
	TEBARAM	18	22,535	
TOTAL	6	115	139,288	
CU/TAHOUA	COMMUNE 1 (KAWASSA)	12	57,037	
	COMMUNE 2 (KONKOROBEYE)	13	48,992	
TOTAL	2	11	106,029	
TOTAL TAHOUA	43	1138	1,531,679	
TILLABERI	KOLLO	HAMDALLAYE	8	6,045
		DANTCHIANDOU	8	7,415
		NAMARO	15	18,519
		KOURE	10	12,249
		KARMA	18	30,480
		LIBORE	5	1,954
		N'DOUNGA	13	6,527
	TOTAL	7	77	83,189
	SAY	GUELADIO	10	8,418
		MAKALONDI	10	9,053
		TORODI	12	14,160
	TOTAL	3	32	31,631
	OUALLAM	BANIBANGOU	26	54,045
		DINGAZI	32	31,636
		OUALLAM	34	60,526
		SIMIRI	53	59,761
		TONDIKIWINDI	78	103,496
	TOTAL	5	223	309,465
	TILLABERY	TILLABERY	11	48,361
		AYOROU	16	33,352
		SAKOIRA	10	23,526
		SINDER	22	21,422
		KOURTHEY	13	14,657
		ANZOUROU	21	38,790
		DESSA	16	29,153
		BIDJIARGOU	4	2,354
		INATES	5	10,083
TOTAL	9	118	221,698	
TERA	DIAGOROU	15	19,376	
	DARGOL	14	27,272	
	GOTHEYE	15	17,700	
	MEHANNA	27	33,436	
	KOKOROU	31	95,364	
	GOROUAL	10	8,040	
	BANKILARE	59	54,512	
	TERA	26	63,412	
TOTAL	8	197	319,112	
FILINGUE	BALLEYARA	49	53,913	
	TONDIKANDIA	110	85,275	
	SANAM	17	58,354	
	CHICAL	27	41,151	
	ABALA	19	76,081	
	BONKOUKOU	23	16,838	
	FILINGUE	44	76,023	

	TOTAL	7	289	407,635
	TOTAL REGION TILLABERI	39	936	1,372,729
ZINDER	GOURE	KELLE (zone agricole)	53	57,419
		CENTRE OUEST KELLE (pastorale)	37	41,275
		GUIDIGUIR NORD OUEST	38	43,811
		GAMOU CENTRE	19	18,382
		ALAKOS	18	20,322
		BOUNE NORD-EST	19	64,657
		GOURE	57	71,414
		COMMUNE Tesker	213	33,541
	Total Gouré	8	454	350,821
	MAGARIA	SASSOUMBROUM OUEST	25	11,610
		YEKOUA SUD ET OUEST	5	3,631
		MAGARIA	9	54,941
		BANDE EST	10	5,494
		DUNGASS NORD ET EST	29	12,566
		DOGO DOGO NORD ET SUD	16	6,427
		GOUTCHI SUD ET EST	19	11,574
		MALLAOUA SUD-EST	21	14,337
		DAN TCHIO NORD OUEST	11	5,628
		WACHA NORD ET SUD-EST	23	12,864
	Total Magaria	10	168	139,072
	KANTCHE	Kantché	9	14,232
		Yaouri EST	4	2,424
		Dan Barto	10	7,495
		Kourni Koutchika	10	4,211
		Ichirnawa	7	6,238
	Total Kantché	5	40	34,600
	MIRRIAH	Zermou	71	39,125
		Gafati CENTRE ET EST	21	12,234
		Gouna	39	57,631
Garagoumsa NORD		36	32,815	
Droum SUD		4	1,612	
Tirmini CENTRE-NORD		60	41,441	
Guidimouni NORD		26	11,535	
Hamdara		32	33,132	
D. Takaya CENTRE ET NORD		38	23,276	
TAKAYA		57	25,052	
Moa NORD ET EST		28	11,218	
Mazamni		8	8,495	
DOGO		79	89,350	
Wamé		47	37,670	
Dakoussa		6	4,058	
Albarkaram	10	3,469		
Total Mirriah	16	562	432,113	
TANOUT	Tanout nord (agricole)	97	81,557	
	TANOUT (zone pastorale)	176	53,523	
	NORD TARKA	150	85,517	
	Gangara NORD-OUEST	41	118,763	
	Olléléwa NORD-EST	27	100,457	
	Ténhya	60	20,254	
Total Tanout	6	551	460,070	
CU ZINDER	Nord CUZ	25	23,863	

	EST CUZ	12	5,548
	SUD CUZ	24	16,349
Total CU Zinder	3	61	45,760
Total Région Zinder	48	1,836	1,462,437
TOTAL NIGER	211	6,130	5,799,439